

BRÈVE DES CONFLITS

Émetteur : Centre d'études stratégiques Terre (CEST) /
Bureau observatoire des conflits (BOC)

| 18 |

13/03/2025

Mars 2025

Ce document ne constitue pas une position officielle de l'armée de Terre

Résumé

Dans un contexte international de remaniement intensif des cartes – parfois brutal - dans les principales zones observées, la brève 18 présente un panorama dense de thématiques conflictuelles :

Au Proche et Moyen-Orient - où sont mis en œuvre de fragiles cessez-le-feu - la problématique des otages israéliens à Gaza, les points d'ancrages résiduels israéliens au sud-Liban, les timides tentatives d'entrave des routes d'approvisionnement du Hezbollah et les influences extérieures auxquelles restent soumis les mouvements islamistes au Yémen font craindre une potentielle reprise des combats à l'échelle régionale après l'accalmie actuelle.

Sur le théâtre russo-ukrainien, en dépit des annonces géopolitiques suggérant un possible statu quo à un terme non défini, l'étude de l'accès au réseau Starlink pose question quant aux fins recherchées par la société américaine. Sur le plan technologique, les deux parties ont recours à des drones filaires et à des véhicules de la gamme civile. Parallèlement, les conséquences juridiques pour la Corée du Nord du déploiement de ses soldats auprès des forces russes et l'analyse des routes du mercenariat colombien vers l'Ukraine soulignent une problématique clé des conflits actuels, le recours à des mercenaires. Cette pratique est d'ailleurs aussi observée en République Démocratique du Congo, où la prise de contrôle du nord-Kivu par le M23 a mis en lumière la participation « d'Européens » aux côtés du gouvernement.

Enfin, au chapitre des recensions, si la stratégie russe de contournement de la lutte armée que présente la thèse de Dimitri Minic « Contourner la lutte armée : la pensée stratégique russe face à l'évolution de la guerre (1939-2016) » peut être jusqu'ici qualifiée d'échec relatif en Ukraine, il est indispensable pour l'armée de Terre française d'en appréhender les constantes pour mieux lutter contre à l'avenir.

LCL Jean-Luc INGELET, directeur des études de l'Observatoire des conflits



Photos des otages à Tel Aviv, 18 octobre 2023 (Source : Getty Images, Leon Neal)

SOMMAIRE

ZONE PROCHE ET MOYEN-ORIENT 4

1. La libération des otages israéliens à Gaza : étape clé de la fin ou de la poursuite du conflit⁴
 - a) Termes de l'accord qui est entré en vigueur dimanche 19 janvier 4
 - b) Des acteurs aux buts divergents, voire contraires 4
 - c) Et après ? 5
2. Observations tactiques sur la guerre israélo-libanaise6
 - a) Contexte..... 6
 - b) Observations tactiques 7
3. Le Hezbollah entre autonomie et dépendance9
 - a) Aperçu historique et idéologique du Hezbollah 9
 - b) Panorama des voies d'approvisionnement avant la chute du régime syrien 10
 - c) Des voies d'approvisionnement encore en suspens 10
 - d) Qu'en est-il des flux financiers ?..... 11
4. Le rôle des acteurs extérieurs dans la guerre civile yéménite en cours et l'engagement du mouvement houthi en mer Rouge12
 - a) Les clés de l'analyse géopolitique du Yémen 12
 - b) Le rôle des acteurs régionaux et internationaux..... 13
 - c) Les enseignements à tirer pour l'armée de Terre 14

ZONE EUROPE – CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN.....16

1. STARLINK : un ami qui vous veut du mal.....16
 - a) Elon Musk ou le « Deus ex machina » 16
 - b) Contrecarrer Starlink ! 17
 - c) Aide indirecte américaine à la Russie ? 18
2. Les drones filaires19
 - a) Etat des lieux..... 19
 - b) Intérêt du drone filaire 19
 - c) Perspectives..... 20Exemples de drones filaires..... 20
3. Nécessité ou improvisation : les véhicules civils dans la guerre en Ukraine22
 - a) Contexte..... 22

b) Faits.....	23
c) Analyse.....	23
d) Conclusion.....	23
4. Les conséquences juridiques de la participation de la Corée du Nord au conflit russo-ukrainien.....	25
a) Une participation au conflit contraire aux obligations imposées par la Charte des Nations Unies	25
b) Une participation au conflit justifiant l’applicabilité du droit des conflits armés aux forces armées nord-coréennes	26
5. Les routes du mercenariat colombien en Ukraine	27
a) Contexte.....	27
b) Observations sur le terrain	27
 ZONE AFRIQUE – RWANDA/RDC/NORD-KIVU.....	 30
1. Face au M23, la tentation du recours aux groupes privés	30
a) Contexte.....	30
b) Mise en perspective - Montée en puissance du M23 et aide Rwandaise	30
c) Les « Instructeurs » venus d’Europe.....	31
d) <i>Modus operandi</i> réel.....	31
e) Ambiguïté politique et intérêts de puissance.....	32
f) Et après ?	32
 PRESENTATION D’UNE ŒUVRE	 34
1. Réagir à la stratégie russe du contournement de la lutte armée.....	34

ZONE PROCHE ET MOYEN-ORIENT

1. La libération des otages israéliens à Gaza : étape clé de la fin ou de la poursuite du conflit

COL ® Benoît de LA RUELE

La question de la libération des otages israéliens est au cœur de la guerre à Gaza depuis le 7 octobre 2023 et est intrinsèquement liée à la fin des opérations militaires israéliennes dans la Bande. Si deux opérations militaires israéliennes en 2024 ont permis de libérer 6 otages vivants et d'autres de récupérer des dépouilles, **l'accord signé à Doha le 15 janvier 2025** vise à régler définitivement cette question et à mettre fin à la guerre. Néanmoins **le chemin est pavé d'embûches et des questions restent à ce stade irrésolues**, ce qui n'a pas empêché le lancement de la phase 1 de l'accord sur laquelle tous les acteurs ont choisi de se concentrer, car elle apporte des résultats concrets et immédiats. Durant l'ensemble du processus, l'armée israélienne doit progressivement se retirer complètement de la Bande de Gaza mais reste susceptible, en cas de déraillement de la mise en œuvre de l'accord, de réinvestir partiellement ou complètement celle-ci.

L'accord de Doha compte trois phases mais seule la première semble relativement claire et il est probable que le processus déaille lors de la phase 2.

a) Termes de l'accord qui est entré en vigueur dimanche 19 janvier

Phase 1 : d'une durée de 6 semaines (19/01 au 02/03), elle prévoit la libération de 33 otages israéliens (femmes, enfants, hommes âgés de plus de 50 ans, recrues militaires féminines) contre plus de 1000 prisonniers palestiniens, dont certains condamnés à perpétuité pour des assassinats.

Pendant cette phase, l'armée israélienne continue à occuper une zone tampon à l'intérieur des trois côtés terrestres de la Bande de Gaza – dont le corridor de Philadelphie (contigu à l'Egypte) qu'elle doit évacuer graduellement –et doit évacuer en totalité le corridor de Netzarim (coupant en deux la Bande dans sa largeur à hauteur du tiers nord). Cela doit ainsi permettre le retour des habitants du nord de la Bande de Gaza dans leur localité largement détruite. L'aide humanitaire entrant doit largement augmenter.

Phase 2 : à compter du 2 mars et s'étalant sur une période à déterminer lors de la phase 1, cette phase visait la libération de tous les otages vivants comme le retour des dépouilles d'otages décédés. En parallèle, l'armée israélienne devait évacuer complètement la Bande de Gaza.

Phase 3 : cette phase doit permettre la reconstruction de la Bande de Gaza.

b) Des acteurs aux buts divergents, voire contraires

Pour le Hamas et les autres mouvements terroristes palestiniens détenant des otages, le but est double : d'une part, garder aussi longtemps que possible des leviers, donc des otages, dans la négociation, ce qui est pour eux une

garantie de survie ; d'autre part, garder le contrôle sur la Bande de Gaza et sa population comme avant le 7 octobre 2023.

Pour le pouvoir politique israélien le but est d'obtenir la libération d'un maximum d'otages et le retour des dépouilles sans en payer le prix, c'est-à-dire maintenir au pouvoir une coalition pro-guerre. Cela implique au minimum ne pas quitter militairement la Bande de Gaza, ce qui signifie une poursuite des hostilités sur le format qui existe depuis la fin de l'été. Or, le concept d'éradication absolue n'existe pas dans la guerre moderne, principalement parce qu'il n'a aucun intérêt stratégique et particulièrement parce qu'il est inaccessible et inutile. 85 % des bâtiments de Gaza ont été détruits, 80 % des miliciens et de leurs armes comme de leurs infrastructures ont été neutralisés. Que ferait l'armée israélienne après en avoir neutralisé 98 %, pour peu que cela soit possible ? Quels seraient les avantages actuels pour Israël ? Pratiquement aucun. En revanche quel serait le prix humain et matériel de l'armée israélienne et des otages pour parvenir à ce résultat inutile ? Probablement maximal.

Pour l'armée israélienne, tout en obéissant au pouvoir politique sur le fond comme dans la forme, le but est de tenter d'obtenir la mise en œuvre effective de l'accord – donc se retirer graduellement de la Bande pour permettre la libération d'un maximum d'otages – en maintenant une capacité de réagir militairement en cas de violation de l'accord par le Hamas (par exemple, début février, destruction d'un véhicule qui se déplaçait sur la route côtière au lieu d'emprunter l'axe central Salah al Din). L'armée raisonne en termes seulement opérationnels (rapport gains/pertes de la présence militaire dans la Bande alors que les grosses cibles du Hamas sont détruites) et non pas en termes de stratégie. Poursuivre la guerre par le biais d'un contrôle de zone complet de la Bande de Gaza aurait probablement un coût humain aussi élevé qu'au plus fort des opérations (soit une moyenne d'un soldat tué par jour).

Les Etats-Unis sont le parrain essentiel de l'accord, notamment à travers Ron Dermer, le ministre des affaires stratégiques israélien, qui a également la nationalité américaine. Celui-ci a été substitué aux négociateurs israéliens Ronen Bar et David Barnea, respectivement chefs du Shin Bet et du Mossad, marginalisés par leur propre Premier ministre Netanyahu. Le but des Etats-Unis est de garantir la réalisation de l'accord tout en maintenant une pression maximale sur le Hamas et, une fois l'accord débuté, minimale sur Israël. Les propos du Président Trump le 4 février sur l'avenir de Gaza vont dans ce sens et même au-delà de ce que pouvaient espérer les Israéliens.

c) Et après ?

Compte tenu de ces éléments il est probable que le processus déraile à la fin de la phase 1 sinon pendant la phase 2. En effet, le Hamas ne veut pas lâcher ses garanties de survie et le pouvoir politique israélien bénéficie du blanc-seing américain, faisant passer la libération des otages comme une alternative indiscutable à une reprise des opérations militaires.

Dans un contexte régional où le Hezbollah et l'Iran sont affaiblis, une reprise des opérations militaires israéliennes de « tamisage » à un coût raisonnable mais non nul n'est donc pas l'option privilégiée mais reste néanmoins crédible, option qui retardera tout accord de reconstruction de Gaza. La pression américaine devrait tempérer ce risque : appui militaire à Israël, menace de réduction de l'aide économique à l'Egypte et à la Jordanie en cas de refus d'accueillir des Palestiniens, encouragements financiers envers des pays tiers pour accueillir des Palestiniens, encouragés financièrement eux-aussi à quitter la Bande de Gaza.

2. Observations tactiques sur la guerre israélo-libanaise

Plus de 100 jours après l'annonce d'un accord de cessation des hostilités entre Israël et le Liban qui devait s'accompagner d'un retrait total des Forces de Défenses Israéliennes (FDI) du territoire libanais en 60 jours¹, la situation au Sud-Liban n'est pas stabilisée. Consécutive au déclenchement de l'opération israélienne « *Northern Arrows* » au nord de la Blue Line qui visait à éliminer toute menace de court terme d'invasion terrestre de la Galilée et autoriser ainsi le retour des habitants du nord du pays, la phase d'affrontement active entre les FDI et le Hezbollah en octobre et novembre 2024 aura permis de mettre en lumière des observations d'ordre tactique contribuant à caractériser cette phase du conflit.

a) Contexte

Une guerre ouverte depuis le 8 octobre 2023

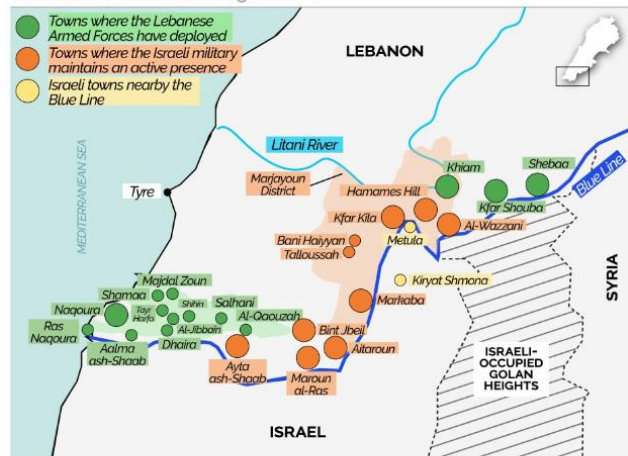
Au lendemain de l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023 et de la décision du Hezbollah d'apporter son soutien par l'ouverture d'un front au nord d'Israël, et jusqu'à fin septembre 2024, le sud-Liban évoluait dans un contexte marqué par des échanges de tirs quotidiens entre le Hezbollah et les FDI, ponctués par des phases de ciblage et de représailles escalatoires. Initiée par l'opération des « *pagets* » le 17 septembre 2024, suivie de l'assassinat de Hassan Nasrallah le 27 septembre, l'entrée des FDI en territoire libanais dans la nuit du 30 septembre 2024 a totalement bouleversé les dynamiques opérationnelles de la région. Le volume des frappes aériennes et de tirs indirects a été décuplé, faisant vivre localement une situation de guerre totale aux Libanais et limitant drastiquement la liberté d'action de la milice chiite.

¹ <https://documents.un.org/doc/undoc/gen/n24/374/66/pdf/n2437466.pdf>

27 novembre 2024, la fin de la guerre ?

Fin novembre, l'annonce de la cessation des hostilités a permis un retour progressif à une situation sécuritaire plus stable, même si le maintien d'une présence israélienne annoncée le 18 février² ne permet pas encore d'entrevoir une issue pérenne. Les Forces Armées Libanaises (FAL), clé de voute du recouvrement de la souveraineté de l'État libanais, réinvestissent progressivement leurs postes abandonnés durant les combats. Ces avancées se font au rythme du retrait des FDI qui imposent leur tempo, poursuivent la destruction méthodique des installations du Hezbollah, y compris souterraines, tout en interdisant le retour complet des populations. De son côté, la milice chiite adopte une posture de régénération de ses capacités en cherchant à réimplanter sa base sociale et politique dans le sud du Liban.

Situation in southern Lebanon (as of 25 January 2025), the day before the extension of the ceasefire agreement



Source:
L'Orient Le Jour

<https://www.ispionline.it/en/publication/southern-lebanon-fragile-prospects-for-lasting-stability-198728>

ISPI

b) Observations tactiques

La centralité du milieu souterrain

La prééminence du milieu souterrain et son importance sur le cadencement de l'incursion terrestre des FDI se sont révélées particulièrement prégnantes dans ce conflit. Le Hezbollah a créé dans tout le sud-Liban un véritable réseau souterrain dont les contours restent encore aujourd'hui difficiles à déterminer et qui avait déjà fait partiellement l'objet d'actions de destruction des forces israéliennes en 2019³. À la fois poste de combat valorisé, lieu de vie des combattants au contact, base arrière pour la remise en condition, axes logistiques, stockage de munitions et surtout protection contre les bombardements, le complexe souterrain mis en place par le Hezbollah a des ramifications qui se prolongent à travers tout le pays⁴. Face à cette structure souterraine conditionnant les modes tactiques de la milice chiite, les FDI ont dû adopter une progression extrêmement prudente et progressive pour ne pas se faire surprendre mais aussi pour être certains d'assurer un démantèlement total des installations présentes. La nécessité de déployer des moyens et des unités spécialisées dans l'exploration en milieu souterrain a été constatée en raison des risques multiples inhérents à ce milieu (embuscade, piégeage, atmosphère viciée, perte des liaisons, etc.). Le mode d'action employé a été, schématiquement, i) saisie d'une position ennemie avec fouille et recherche d'accès aux souterrains, ii) exploration des infrastructures souterraines, iii) destruction par explosifs de l'ensemble de la position (tunnels et surface), pouvant aller parfois jusqu'à des villages entiers⁵, iv) retrait de la position.

La non permanence du front

Dans cet affrontement, les deux belligérants ont adopté des tactiques de non permanence et de discontinuité du front. Bien que virtuellement représentées par la *Blue Line* et par la « C-line »⁶ imposée par les FDI, aucune forme réelle de stabilisation ou de permanence du front n'a été observée. Le Hezbollah, grâce à sa parfaite maîtrise du terrain - mais

² <https://fr.timesofisrael.com/larmee-israelienne-restera-dans-cinq-postes-strategiques-du-sud-liban-apres-le-retrait-de-mardi/>

³ Opération « Bouclier du Nord »

⁴ <https://israel-alma.org/wp-content/uploads/2021/08/Hezbollah-Land-of-Tunnels-the-North-Korean-Iranian-Connection.pdf>

⁵ <https://www.lorientlejour.com/article/1431578/larmee-israelienne-fait-exploser-un-village-du-liban-sud.html>

⁶ La « C-Line » ou « Charlie Line », non reconnue internationalement, est la limite Nord de la zone d'exclusion imposée par la partie israélienne après ses incursions au sud-Liban.

aussi à cause de la saturation cinétique en surface imposée par les FDI – a usé d'un front discontinu, temporaire et mouvant. Les combattants de la milice chiite pouvaient s'installer en défensive pendant 2 à 5 jours sur une ligne de crête de 1 km de front puis disparaître de ces positions pour réapparaître quelques jours plus tard à un emplacement totalement différent grâce à leurs installations souterraines. De leur côté, les FDI n'ont pas cherché à exercer un contrôle de zone strict, probablement pour limiter le volume de forces employées, privilégiant des raids pouvant bénéficier d'un appui aérien sur des secteurs limités. Une fois le terrain conquis et avant de se replier en territoire israélien, les FDI procédaient à la destruction méthodique de toutes les infrastructures du Hezbollah.

Le ciblage israélien total

Les Israéliens, par la supériorité aérienne dont ils disposaient sur le territoire libanais et en raison de la faible utilisation des moyens anti-aériens par la milice chiite, ont décidé de mettre en œuvre une stratégie de ciblage multi-scalaire. D'un point de vue stratégique, ils n'ont pas hésité à éliminer tous les responsables de l'organisation, à commencer par le secrétaire général du parti Hassan Nasrallah. Au niveau opérationnel, les commandants de secteur ou fonctionnels (drone, missile, forces spéciales, etc.) ont été systématiquement identifiés et ciblés. Enfin, au niveau tactique, les frappes sur les chefs locaux comme sur les vecteurs du Hezbollah - lance-roquettes notamment - ont été particulièrement nombreuses, démontrant bien la volonté et la capacité des FDI d'agir à tous les niveaux. Cette suprématie aérienne aura aussi permis aux FDI un emploi de l'ensemble du spectre de leurs capacités offensives. L'usage des moyens terrestres de l'infanterie, des blindés et de l'artillerie a été coordonné avec les frappes aériennes par drones, hélicoptères et avions. Des appui-feux navals, depuis les eaux territoriales israéliennes, ont aussi été observés.

La guerre dans la population

Totalement imbriqué dans la population du Sud-Liban, le Hezbollah a mis les FDI devant un dilemme entre une nécessaire efficacité opérationnelle et un risque médiatico-politique qui résulterait d'une stratégie assumée de non-discrimination des combattants. L'impossibilité pour les FDI de pouvoir obtenir des résultats tangibles contre la milice chiite les a amenés à faire le choix, à partir de mi-septembre 2024, d'alerter la population libanaise de l'imminence des frappes de façon extrêmement précise⁷ par l'intermédiaire du porte-parole de l'armée israélienne Daniel Hagari, mais aussi de procéder à des bombardements et destructions massives sur certaines zones empêchant la persistance de toute population « non combattante ». Hormis dans quelques villages chrétiens d'où le Hezbollah était totalement absent, cette tactique leur aura permis de dégager de toute présence civile une bande d'environ 5 km au nord de la Blue Line⁸, leur assurant ainsi une très grande liberté de manœuvre pour leurs actions coercitives dans cette zone.

⁷ <https://today.lorientlejour.com/article/1440984/israeli-army-renews-warning-to-residents-of-south-lebanon.html>

⁸ Près de 400 000 personnes déplacées au Sud-Litani au 25/11/2024 : <https://dtm.iom.int/reports/mobility-snapshot-round-65-25-11-2024?close=true>

3. Le Hezbollah entre autonomie et dépendance

Mr. Titouan MONEL

a) Aperçu historique et idéologique du Hezbollah

Le Hezbollah [HZB], littéralement *Hizb Allah* ou *Parti de Dieu*, trouve ses origines dans la guerre civile libanaise entre 1975 et 1990⁹. A cette époque, les tensions ethniques, politiques et religieuses sont croissantes car le pays est déstabilisé par la crise palestinienne¹⁰. En effet, l'immigration des palestiniens vers le Nord induit un déséquilibre démographique dans le Pacte National libanais de 1943¹¹, lequel définit que le Président doit être chrétien, le premier ministre sunnite et le président du parlement chiite.

Fondé au début des années 1980, le Hezbollah se veut un mouvement de résistance selon son manifeste de 1985¹². Cet écrit induit un profond rejet de l'ingérence étrangère sur le sol libanais, particulièrement états-unienne et française¹³, tout autant qu'un désir d'anéantissement de l'Etat d'Israël¹⁴ jugé comme illégitime pour gouverner en Palestine. Au-delà, les revendications du Hezbollah s'appliquent à l'ensemble de l'*Umma*, soit la communauté des croyants dans l'Islam. Pour autant, cette mouvance catégorisée comme terroriste par Washington en 1997, ne semble pas porter de désir panarabiste. Le *Parti de Dieu* renouvelle partiellement sa doctrine en 2009¹⁵, sous l'impulsion de Hassan Nasrallah¹⁶, ce dernier faisant preuve d'une plus grande ouverture aux processus démocratiques.

Bras armé de l'Iran au Proche-Orient, le HZB s'est toujours positionné comme un soutien indéfectible de la cause palestinienne, allant jusqu'à mener des actions contre l'Etat Hébreux au lendemain de l'attaque du 7 octobre 2023 planifiée par le Hamas¹⁷. A cette occasion, le *Hizb Allah* effectue des frappes de roquettes et des incursions sur le sol israélien, engendrant l'intervention des Forces de Défense Israéliennes (FDI) au sud du fleuve Litani, au Liban. Considéré jusqu'alors comme la plus puissante organisation paramilitaire de la région¹⁸, le HZB a vu son potentiel diminuer en raison des combats contre Tsahal, mais également suite à la chute du régime de Bachar el-Assad. En effet, la prise de Damas par le mouvement *Hayat Tahrir al Sham* (HTS)¹⁹, le 8 décembre 2024, a changé la donne.

⁹ Conflit à dominante religieuse s'étalant de 1975 à 1990, la guerre civile libanaise est jalonnée par l'invasion du pays par des acteurs étrangers tels qu'Israël en 1982 et la Syrie en 1985.

¹⁰ CFR.org Editors. (2024, 29 octobre). What is Hezbollah ? *Council On Foreign Relations*. <https://www.cfr.org/backgrounder/what-hezbollah#chapter-title-0-4>

¹¹ Cet accord, traditionnellement décrit comme la charte constitutive du Liban, a été signé entre Bechara-el-Khouri, maronite, chef du Destour devenu Président de la République et Riad-el-Solh, sunnite, nommé Premier ministre.

¹² Keren, D. (1988). THE HIZBALLAH PROGRAM AN OPEN LETTER. *International Institute For Counter-terrorism*. <https://www.ict.org.il/UserFiles/The%20Hizballah%20Program%20-%20An%20Open%20Letter.pdf>

¹³ Le 23 octobre 1983, le HZB est présumé avoir commandité l'attentat du Drakkar à Beyrouth, faisant 58 victimes dans les rangs français et 241 au sein des Forces Armées états-uniennes.

¹⁴ Il est ici fait mention de l'**Etat en tant qu'entité politique**, non des ressortissants de celui-ci.

¹⁵ Berti, B. (2010). *The "Rebirth" of Hizbollah : Analyzing the 2009 Manifesto*. Consulté le 1 janvier 2025, à l'adresse <https://www.inss.org.il/wp-content/uploads/2022/12/fe-4195420092.pdf>

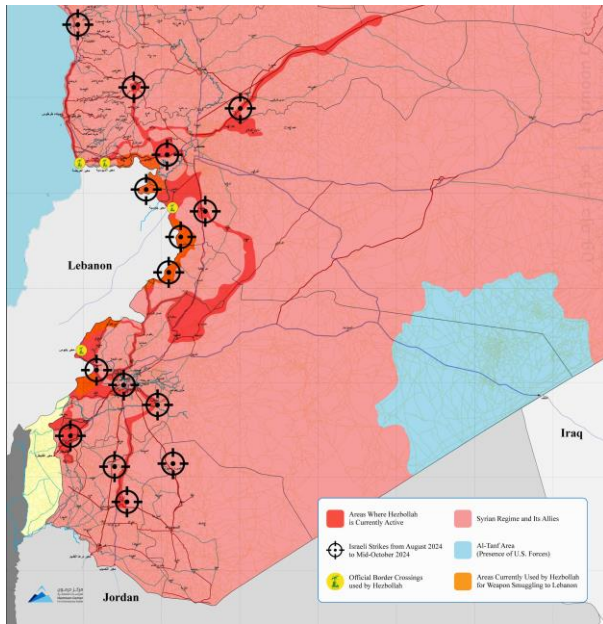
¹⁶ Gritten, D. (2024, 28 septembre). *Who was Hezbollah leader Hassan Nasrallah ?* <https://www.bbc.com/news/articles/c1wnp0vln19o>

¹⁷ Qualifié de terroriste par certains Etats et instances internationales, ce mouvement politique et militaire administre seul la Bande de Gaza depuis l'éviction de l'Autorité Nationale Palestinienne au lendemain des élections législatives de 2006.

¹⁸ BBC News. (2024, 1 octobre). *What is Hezbollah and why is Israel attacking Lebanon ?* <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-67307858>

¹⁹ *Hayat Tahrir Al-Sham (HTS) – Rewards for justice*. (s. d.). <https://rewardsforjustice.net/fr/rewards/hayat-tahrir-al-sham-hts/>

b) Panorama des voies d'approvisionnement avant la chute du régime syrien



Frappes israéliennes en Syrie d'août à octobre 2024 – Harmoon center for Contemporary Studies

Jusqu'à la chute d'al-Assad, l'Iran mobilise l'ensemble des axes terrestres, maritimes et aériens syriens afin de fournir le Hezbollah en armement, tandis que l'unité 4400 est en charge de délivrer les cargaisons. Les IDF ont annoncé le 1^{er} octobre 2024 avoir éliminé leur chef, Muhammad Ja'far Qassir²⁰, lors d'un raid aérien sur Beyrouth. Sur le plan terrestre, la vallée de Bekaa est au cœur des flux, faisant de la ville de Homs un véritable centre logistique. A titre d'exemple, l'ambassade singapourienne au Liban rapporte la présence d'un tunnel long de 3 kilomètres entre les localités d'Al Qusayr en Syrie, et Marah al-Zakba pour la partie libanaise²¹. L'imagerie aérienne permet notamment de détecter des bâtiments, à chacune des sorties, servant de zone de stockage pour les armements avant leur transit.

Pour ce qui est de la dimension maritime, les forces aériennes israéliennes ont mené des frappes sur les infrastructures portuaires de Bāniyās, situé entre Lattaquié et Tartous²². Sous couvert de cargaisons à destination des ports belges, espagnols, ou encore italiens, les navires *Daisy*, *Kashan*, *Shiba*, *Arezo* et *Azargoun* ont tous fait escale dans les ports syriens afin de débarquer l'armement destiné au HZB avant de se rendre en Europe. Enfin, concernant l'aspect aérien, de nombreux vols d'airbus 310/342 ont effectué des allers-retours entre l'Iran et l'aéroport de Lattaquié²³.

c) Des voies d'approvisionnement encore en suspens

Selon le *World Factbook* de la *Central Intelligence Agency* (CIA), le Hezbollah regroupe approximativement cinquante-mille combattants en 2024²⁴, dont la moitié sont considérés comme étant réservistes. Pour sa part, feu Nasrallah annonçait une force vive de cent mille soldats, ce qui nécessitait un approvisionnement permanent en armement. Or, le nouveau secrétaire général du *Parti de Dieu* nommé le 29 octobre 2024, Naïm Qassem, a confirmé l'affaiblissement du soutien apporté à l'Organisation suite à la chute de Bachar al-Assad. Afin de parer la situation, le régime des mollahs peut employer des voies d'approvisionnement dans les trois milieux : aérien, terrestre et maritime.

²⁰ Fabian, E. (2024, 1 octobre). *IDF says commander of Hezbollah's weapons' smuggling Unit 4400 killed in Beirut airstrike*. The Times Of Israel. Consulté le 14 janvier 2025, à l'adresse https://www.timesofisrael.com/liveblog_entry/idf-says-commander-of-hezbollahs-weapons-smuggling-unit-4400-killed-in-beirut-airstrike/

²¹ *Hezbollah's Land of Tunnels – A Strategic Weapons Smuggling Tunnel | Ministry of Foreign Affairs*. (s. d.). <https://new.embassies.gov.il/singapore/en/news/hezbollah-land-tunnels-strategic-weapons-smuggling-tunnel>

²² *Report : Iran Uses EU Ports and False Documents to Smuggle Arms to Hezbollah*. (2024, 15 mars). The Maritime Executive. <https://maritime-executive.com/article/report-iran-uses-eu-ports-and-false-documents-to-smuggle-arms-to-hezbollah>

²³ Truzman, E. O. & J. (2024, 15 novembre). *Analysis : Israel's expanding efforts to disrupt Hezbollah's supply chain*. *FDD's Long War Journal*. <https://www.longwarjournal.org/archives/2024/11/analysis-israels-expanding-efforts-to-disrupt-hezbollahs-supply-chain.php>

²⁴ CIA. *Terrorist Organizations - The World Factbook*. (s. d.). <https://www.cia.gov/the-world-factbook/references/terrorist-organizations/>

Sur le plan aérien, il est en capacité de maintenir son pont aérien entre Téhéran et Beyrouth, notamment en s'appuyant sur la compagnie aérienne *Mahan Air*, liée au Corps des Gardiens de la Révolution (IRGC) et sanctionnée par le Trésor américain²⁵.

Sur le plan terrestre, le positionnement de la nouvelle administration syrienne est décisif. Le président par intérim Ahmed al-Sharaa, anciennement identifié sous son nom de guerre al-Jolani, dénonce publiquement les proxys iraniens. Il affirme que « la présence de milices iraniennes sous le précédent régime [syrien] représentait une menace stratégique pour l'entière de la région »²⁶. Cette prise de position n'est pas anodine, dans la mesure où le gouvernement syrien désire renouer les liens avec ses voisins, notamment la Turquie, mais également obtenir un franc soutien de l'Occident. Pour l'*Hizb Allah*, cela signifie que les voies terrestres syriennes sont désormais officiellement fermées. **Pour autant, les déclarations de la nouvelle administration syrienne ne restent que des déclarations d'intention. Les actes des pays voisins, tout autant que les financements apportés, seront décisifs quant au positionnement de la Syrie sur la scène internationale.**

Sur le plan maritime enfin, bien que les voies d'approvisionnement soient désormais limitées, il ne faut pas considérer comme acquis le retrait de l'aide iranienne. A l'instar du soutien apporté au Yémen, Téhéran peut notamment s'appuyer sur les compagnies maritimes privées. A cette occasion, le *Bureau of International Security and Nonproliferation* (BISN) du Département d'Etat des Etats-Unis a listé l'*Islamic Republic of Iran Shipping Lines* (IRISL) comme servant les intérêts du régime en transportant des composants relatifs aux programmes balistiques du pays²⁷. De la sorte, ces navires peuvent charger leur cargaison dans le port de Bandar Abbas, puis délivrer l'armement aux HZB dans les infrastructures portuaires libanaises.

Ceci dit, la nomination du général Aoun à la Présidence libanaise pourrait limiter la complaisance sécuritaire accordée au Hezbollah. En effet, bien qu'ayant bénéficié du soutien de l'Organisation lors des élections, le président Aoun a réaffirmé le monopole de l'armée libanaise concernant le déploiement d'armement au sud-Liban²⁸, disputant la suprématie du Hezbollah sur zone.

d) Qu'en est-il des flux financiers ?

Au-delà des considérations statistiques matérielles et humaines, un tel contingent aux portes d'Israël nécessite un apport financier non-négligeable. A ce titre, le *House Committee on Financial Services* estime le 25 octobre 2023 que le Hezbollah reçoit une enveloppe annuelle de sept cents millions de dollars de la part des autorités iraniennes²⁹. Parallèlement, le *Parti de Dieu* dispose de filières indépendantes afin de satisfaire ses besoins fiduciaires. En particulier, la zone dite « des trois frontières », à la jonction entre l'Argentine, le Brésil et le Paraguay³⁰, au-delà d'être la plaque

²⁵ *Treasury Designates Key Actors in Mahan Air Illicit Procurement Operations*. (2025, 14 janvier). U.S. Department Of The Treasury. <https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm1098>

²⁶ Myre, G. (2025, 4 février). Syria's new leader denounces Iran, calling its proxies a regional threat. NPR. <https://www.npr.org/2025/02/04/g-s1-46361/syrias-new-leader-denounces-iran-calling-its-proxies-a-regional-threat>

²⁷ Designation of the Islamic Republic of Iran Shipping Lines, E-Sail Shipping Company Ltd, and Mahan Air. US Bureau of International Security and Nonproliferation. (s. d.). https://www.state.gov/wp-content/uploads/2020/01/Factsheet-IRISL_Esail_Mahan.pdf

²⁸ Salhani, J. (2025, 21 janvier). Is Hezbollah weakened as Lebanon shifts towards new governance ? *Al Jazeera*. <https://www.aljazeera.com/news/2025/1/21/is-hezbollah-weakened-as-lebanon-shifts-towards-new-governance>

²⁹ Noronha, N. (2023). Hearing : How America and Its Allies Can Stop Hamas, Hezbollah, and Iran from Evading Sanctions and Financing Terror. *House Committee On Financial Services*. Subcommittee on National Security, Illicit Finance, and International Financial Institutions. <https://docs.house.gov/meetings/BA/BA10/20231025/116509/HHRG-118-BA10-Wstate-NoronhaG-20231025.pdf>

³⁰ Centre Français de Recherche sur le Renseignement. (2017, 25 juillet). *La région des « trois frontières », repaire des criminels et des terroristes en Amérique latine*. <https://cf2r.org/actualite/la-region-des-trois-frontieres-repaire-des-criminels-et-des-terroristes-en-amerique-latine/>

tournante de trafics en tout genre, est le lieu des principales activités du Hezbollah en dehors du Liban³¹. L'organisation en tirerait près de 40 % de ses fonds propres avant leur blanchiment, en France notamment³². Enfin, il ne faut pas négliger les attaches africaines du Hezbollah, telle que la Gambie ou encore la Guinée, pays à partir desquels les diasporas libanaises acquises à la cause développent des activités lucratives et/ou illicites dont les fonds sont partiellement destinés au Hezbollah³³.

4. Le rôle des acteurs extérieurs dans la guerre civile yéménite en cours et l'engagement du mouvement houthi en mer Rouge

COL Henri LAMBARE, ancien attaché de Défense français au Yémen

Le Yémen a été le théâtre, au cours des dernières décennies, d'au moins trois guerres civiles : dans les années 1962 – 1970 au Yémen du Nord, en 1994 entre les deux composantes du Yémen unifié en 1990 et, depuis 2014, entre le mouvement houthi et le gouvernement internationalement reconnu et actuellement réfugié en Arabie Saoudite. Les dynamiques de ces conflits ne sont pas compréhensibles sans une analyse géopolitique du pays ainsi que du rôle joué par un certain nombre d'acteurs extérieurs.

a) Les clés de l'analyse géopolitique du Yémen

Les principales données permettant de comprendre la situation actuelle au Yémen sont les suivantes :

1/ Il y a une unité d'identité et de culture couvrant l'ensemble du pays et débordant sur le Sultanat d'Oman (gouvernorat du Dhofar) et l'Arabie saoudite (provinces de Jizan, de l'Asir et de Najran).

2/ Le Yémen est une mosaïque tribale et religieuse. Deux confédérations tribales aux territoires entremêlés occupent notamment la partie nord-est du pays : les Hashid et les Bakil. Les Yéménites se partagent en outre entre deux grands courants religieux : le zaydisme (l'un des chiismes séparés, 40 % environ de la population) et le sunnisme de rite chaféite (60 % de la population).

3/ Aucune de ces deux communautés religieuses n'est unie. Les zaydites sont divisés entre d'une part un courant conservateur aujourd'hui incarné par la famille et le mouvement houthi, et d'autre part un courant moderniste et nationaliste arabe auparavant représenté par le régime du président Ali Abdallah Saleh. Le premier entretient traditionnellement des relations complexes avec l'Arabie Saoudite. Le second est né des contacts avec l'Égypte dans les années 1950 et 1960 et a toujours conservé des liens avec l'armée égyptienne considérée comme un modèle à suivre. Il convient par ailleurs de distinguer au moins trois communautés sunnites différenciées : celle de la Tihama (la région bordant la mer Rouge avec de fortes influences africaines), celle du sud de la montagne yéménite (la région

³¹ Portail-Ie. (2024, 26 novembre). *Le Hezbollah : le nouveau cartel d'Amérique latine*. Portail de L'IE. <https://www.portail-ie.fr/univers/2024/le-hezbollah-le-nouveau-cartel-damerique-latine/>

³² Operation Cedar Hezbollah Narco-Money Laundering. (2022). *The Washington Institute* (N° 5452). Consulté le 5 février 2025, à l'adresse <https://www.washingtoninstitute.org/media/5452>

³³ Blood Diamonds, Picassos, and Illicit Financing in Africa. (2023). *The Washington Institute* (N° 6872). Consulté le 5 février 2025, à l'adresse <https://www.washingtoninstitute.org/media/6872>

de la ville de Taez traditionnellement liée aux centres de pouvoir zaydite du Yémen du Nord) et celle de l'ex-Yémen du Sud, la plus prompte à bâtir des centres de pouvoir autonomes.

4/ Le Yémen demeure, aujourd'hui comme hier, une construction géopolitique fragile et inachevée. La communauté zaydite est historiquement à l'origine du projet unitaire, jamais achevé, toujours relancé et inlassablement poursuivi. Face à un pouvoir zaydite traditionnellement implanté dans les hauts plateaux centraux, certaines structures politiques régionales, notamment sunnites mais aussi parfois zaydites, n'ont jamais cessé de se dresser, dans des affrontements séculaires entre un centre instable et des périphéries diverses qui échappent plus ou moins à son contrôle mais restent incapables de fédérer leurs actions dans un projet commun.

5/ Le Yémen, et plus encore la communauté zaydite yéménite, sont traditionnellement des mondes tournés vers eux-mêmes. Ce qui se passe en dehors des limites du pays, y compris en mer Rouge et en Palestine, ne capte historiquement que marginalement l'attention des centres de pouvoir zaydites des hauts plateaux. Dans ce cadre général, l'engagement du mouvement houthi en mer Rouge semble avoir essentiellement deux fonctions : obtenir des financements extérieurs (se faire payer les attaques ou l'absence d'attaques par des acteurs extérieurs) et renforcer la légitimité du mouvement (mobiliser et galvaniser ses troupes et la population).

b) Le rôle des acteurs régionaux et internationaux

Au moins quatre acteurs extérieurs sont actuellement engagés au Yémen. Un cinquième est singulièrement inactif.

1/ **La République islamique d'Iran** a mis en place ou soutenu, depuis sa naissance en 1979 et dans tout le Moyen-Orient, un ensemble de groupes politico-militaires dont les plus visibles demeurent aujourd'hui le Hezbollah et le Hamas. Ils constituent des éléments clés de sa stratégie de l'« Axe de la Résistance » et de son réseau d'influence régionale. Pour des raisons notamment historiques, de tous les membres de cet axe, les Houthis demeurent le plus autonome et le moins inféodé aux autorités iraniennes. Selon les traditions et pratiques locales, il est probable qu'ils exigent d'être payés pour effectuer les attaques de navires en mer Rouge et se trouvent dans un état de dépendance capacitaire critique (matériels et savoir-faire) vis-à-vis de leurs fournisseurs étrangers. Par conséquent, les annonces récentes des Houthis de l'interruption des attaques pourraient résulter, non de la conclusion de l'accord récent entre Israël et le Hamas, mais d'une réduction ou d'une interruption des paiements et soutiens extérieurs.

2/ **La Russie** aurait aidé les Houthis à cibler les navires commerciaux transitant par la mer Rouge en leur fournissant, directement ou par l'intermédiaire de l'Iran, des données satellites. L'objectif serait double : détourner l'attention et les ressources des Etats-Unis et des pays occidentaux loin de l'Ukraine, mais aussi s'inscrire dans une vaste entreprise de déstabilisation visant à perturber le commerce mondial et affaiblir les démocraties occidentales. Les contacts avec les Yéménites - du Nord comme du Sud - remontent aux années 1960. Des Yéménites ont été accueillis et formés en Union soviétique puis en Russie pendant des décennies. Des intermédiaires sont toujours actifs, comme le montre l'enrôlement récent de Yéménites au sein des forces russes dans la guerre en Ukraine.

3/ **L'Arabie saoudite**, lors de la guerre civile des années 1962 – 1970, a soutenu les forces de l'imam (conservatrices) contre les forces républicaines (modernistes). Elle verse traditionnellement des subsides aux factions yéménites susceptibles de favoriser ses intérêts. Pour des raisons existentielles (hostilité historique envers le Yémen, chiffres de population à peu près équivalents entre les deux pays), l'objectif stratégique actuel du Royaume pourrait être de maintenir le pays dans un état d'anarchie et de faiblesse chroniques, si nécessaire de guerre civile.

4/ **Les Emirats arabes unis** sont pour leur part suspectés d'avoir leurs visées propres et de chercher à favoriser l'émergence (ou la résurgence) d'un Yémen du Sud sous influence émirienne et susceptible de leur faciliter le contrôle d'un ou de plusieurs ports dans le golfe d'Aden.

5/ **L'Egypte** a une position actuelle difficile à décrypter. Pendant la guerre civile des années 1962 – 1970, elle est intervenue militairement aux côtés des forces républicaines. Elle est aujourd'hui la grande perdante de l'engagement du mouvement houthi en mer Rouge (baisse des revenus du Canal de Suez). Elle recherche en outre des alliés et des points d'appui dans la région (comme en Somalie), afin d'exercer des pressions sur l'Ethiopie (tensions en raison notamment de la mise en eau du Grand barrage de la renaissance). Les raisons de son apparente retenue pourraient être des pressions saoudiennes mais aussi et surtout l'impopularité potentielle d'une intervention militaire au Yémen en raison des très mauvais souvenirs laissés par l'engagement militaire dans le pays au cours de la guerre civile des années 1960.

c) Les enseignements à tirer pour l'armée de Terre

Ils sont à court et moyen termes au moins de deux types :

1/ Des **menaces potentielles pesant spécifiquement sur les intérêts français dans la région** (forces françaises stationnées à Djibouti et aux EAU, navires français en mer Rouge et dans les eaux internationales au large du Yémen) pourraient résulter de l'instrumentalisation et de la mercenarisation du mouvement houthi par des acteurs régionaux ou internationaux inamicaux.

2/ Les **modes opératoires des soutiens iranien et russe au mouvement houthi**, notamment sur les plans financier et capacitaire, **pourraient être perfectionnés et exportés dans d'autres zones du Proche et du Moyen-Orient**. Leur étude et une bonne compréhension de leurs mécanismes présentent donc un intérêt stratégique.

En conclusion, les ingérences étrangères (notamment régionales) dans les guerres civiles au Yémen demeurent, aujourd'hui comme hier, une constante à prendre en compte dans toute analyse des menaces périphériques émanant actuellement ou susceptibles d'émaner du pays.

Références bibliographiques :

Cet article constitue la synthèse d'informations disponibles en sources ouvertes.

- Note de recherche CEST/BOC « *Gaza/Mer Rouge : modalités d'engagement du mouvement Houthi* » publiée sur les sites Internet & Intradef du CCF le 3 octobre 2024.
- Xavier DE PLANHOL, *Les nations du prophète : manuel géographique de politique musulmane*, Librairie Arthème Fayard, 1993, pp. 107-121.
- *Le crépuscule de l'axe de résistance : le réseau de « proxies » de l'Iran après le 7 octobre 2023*, Christophe Ayad, Moyen-Orient n° 65, janvier-mars 2025.
- *Repères Yémen : Dix ans de pouvoir houthiste, une emprise précaire*, Laurent Bonnefoy, Moyen-Orient n° 65, janvier-mars 2025.
- *Mer Rouge : la Russie a aidé les rebelles houthis grâce à ses satellites*, latribune.fr, 25 octobre 2024.
- *Ukraine : Moscou aurait recruté des mercenaires houthis au Yémen*, Le Figaro, 30 novembre 2024

- INTERNATIONAL CRISIS GROUP (ICG), «*Breaking point? Yemen's Southern question*», Crisis Group Middle East Report N°114, 20 October 2011.
- *Au Yémen, le jeu ambigu des Emirats arabes unis*, Marianne Meunier, La Croix, 14 juin 2018.
- *L'Egypte fragilisée par la forte chute de recettes du Canal de Suez, en pleine crise du Moyen-Orient*, RFI, 27 décembre 2024.

ZONE EUROPE – CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN

1. *STARLINK* : un ami qui vous veut du mal ...

LCL ® Jean-Christophe PRAX

Au début du conflit russo-ukrainien, à la demande pressante des autorités ukrainiennes, **Elon Musk**, dirigeant de **SpaceX**, a mis à la disposition de Kiev plusieurs milliers de stations **Starlink**³⁴.



Une station Starlink destinée à recevoir Internet positionnée sur la ligne de front le 28 décembre 2023 à Donetsk, Ukraine. Crédit photo Pierre Crom/Getty Images/File - CNN

Cette attribution préférentielle s'est faite pour permettre à l'Ukraine de continuer à bénéficier d'Internet là où la Russie aurait voulu l'en priver pour désorganiser les communications, non seulement au sein des forces armées ukrainiennes (FAU) mais également au sein de toutes les institutions gouvernementales de Kiev.

Selon Elon Musk, la mise à disposition des stations et le maintien d'Internet en Ukraine se feraient grâce à la constellation de milliers de satellites placés en orbite basse autour du globe.

De facto, une des contreparties de cet accord était que la Russie se voyait interdire toute utilisation du réseau *Starlink* sur le sol ukrainien mais était également privée de l'utilisation des stations *Starlink* sur le sol russe.

a) Elon Musk ou le « Deus ex machina »

Une des conditions initiales d'utilisation du système par Kiev était que cela ne devait pas servir à guider des drones ou des missiles destructeurs sur le territoire russe, c'est-à-dire à porter la guerre en Russie, mais à permettre le bon fonctionnement de l'administration ukrainienne, des hôpitaux et des forces armées - seulement sur le sol ukrainien³⁵.

Or, en septembre 2023, Elon Musk a confirmé avoir donné l'ordre de désactiver, en septembre 2022, le réseau de communication par satellites *Starlink* près de la côte de Crimée pour perturber une attaque ukrainienne contre la flotte

³⁴ https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/guerre-en-ukraine-comment-le-milliardaire-elon-musk-s-est-retrouve-implique-dans-le-conflit_6055844.html

³⁵ "En quoi suis-je impliqué dans cette guerre ?" demande Musk dans un extrait du livre (biographique) de Walter Isaacson relayé par CNN. "*Starlink* n'a pas été conçu pour être impliqué dans les guerres. C'était pour que les gens puissent regarder *Netflix* et se détendre, se connecter à l'école et faire de bonnes choses pacifiques, pas des frappes de drones."

navale russe³⁶. De fait, des drones maritimes ukrainiens ont perdu leurs connexions et se seraient échoués sur le rivage sans faire le moindre dommage.

Après être intervenu une première fois dans le conflit, Elon Musk intervenait donc une deuxième fois, au grand dam des autorités ukrainiennes. Le milliardaire dit avoir craint que l'attaque ne déclenche un « mini-Pearl Harbor » et sa décision aurait été motivée par une peur aigüe que la Russie ne réponde à une attaque ukrainienne contre la Crimée par l'utilisation d'armes nucléaires, une peur renforcée par des conversations avec de hauts responsables russes comme l'a rapporté *CNN*.

Ce serait finalement sous la pression du gouvernement américain qu'Elon Musk aurait accepté de réactiver ses satellites. L'histoire a ensuite montré qu'un statu quo a été trouvé dans l'utilisation de *Starlink* par les Ukrainiens et que ceux-ci n'en avaient plus forcément besoin pour envoyer des drones maritimes jusqu'en mer d'Azov.

Cependant, un des points faibles des stations envoyées aux Ukrainiens étaient qu'elles devaient rester en point fixe au sol, les rendant ainsi facilement repérables dès qu'elles entraient en fonction.

Les Ukrainiens ont travaillé sur ce point faible mais rien n'a permis de dire s'ils l'avaient résolu de manière efficace.

b) Contrecarrer *Starlink* !

Contrecarrer *Starlink* était alors devenu un des leitmotivs russes pour reprendre la main en Ukraine.

Des dispositifs plus ou moins astucieux ont été développés par des entreprises russes en se basant sur le défaut de l'impossibilité des stations de travailler en mouvement tandis qu'elles étaient facilement détectables en point fixe.

A part quelques articles élogieux des constructeurs russes sur leurs produits respectifs pour contrer *Starlink*, rien ne permettait d'affirmer que ceux-ci étaient efficaces³⁷. Ce qui a peut-être conduit les Russes à adopter un autre point de vue : si *Starlink* ne venait pas à eux, alors ils iraient à *Starlink*.

Ainsi, selon le site *Numerama*³⁸, qui lui-même reprend le site ukrainien *Defense Express*, les FAU auraient détruit des drones de combat russes équipés de stations *Starlink* fin septembre 2024. Le drone *Geran-2* identifié sur les photos infra est une copie russe du drone iranien *Shahed-136* :



Un drone militaire Shahed-136/ Geran 2 | Getty Images

³⁶ <https://www.courrierinternational.com/article/conflit-elon-musk-a-coupe-starlink-pour-stopper-une-attaque-ukrainienne>

³⁷ <https://www.nouvelles-du-monde.com/tueur-starlink-le-systeme-russe-kalinka-est-cense-traquer-les-terminaux/>

³⁸ <https://www.numerama.com/tech/1818141-larmee-russe-trouve-son-bonheur-chez-starlink-pour-equiper-ses-drones-de-guerre.html>



Débris d'un drone de combat russe. // Source : Defense Express

Cela signifierait que non seulement la Russie fabrique ses drones en utilisant la technologie iranienne mais qu'en plus elle aurait réussi à se procurer des stations *Starlink* et s'en servirait désormais sur le territoire ukrainien, notamment depuis les territoires ukrainiens occupés par les forces russes, puisque ces derniers sont couverts par le réseau américain.

La société *SpaceX* dément formellement avoir vendu des stations *Starlink* à la Russie et mis le réseau *Starlink* à disposition de la Russie. Cela n'empêche pas les Ukrainiens - ainsi qu'Elon Musk - de craindre cette utilisation illicite de *Starlink* par la Russie car elle offre au *Geran-2* une polyvalence d'emploi intéressante en tant que drone kamikaze ou drone de reconnaissance.

c) Aide indirecte américaine à la Russie ?

Mais là où se pose une question fondamentale, c'est la capacité d'une station *Starlink* à rester connectée en mouvement : les Russes auraient-ils réussi à résoudre cette équation ? Curieusement, la réponse à cette question pourrait être américaine.

En effet, le 5 mars 2021, soit onze mois avant le début du conflit, *SpaceX* avait déposé un dossier auprès de la Commission fédérale des communications américaine pour connecter son réseau de satellites aux camions, bateaux et aéronefs. La société américaine aurait donc résolu la problématique du mouvement³⁹. Aurait-elle alors cédé à bon compte ses stations fixes à l'Ukraine pour se débarrasser de ses stocks et se donner bonne conscience ? L'Histoire le dira peut-être un jour mais, ce qui est certain, c'est que *SpaceX* n'a peut-être pas forcément fait le maximum dans ce domaine pour l'Ukraine.

La maîtrise de *Starlink* sur les connexions en mouvement est telle que, dans le cadre du programme *Starshield* avec la marine américaine, cette dernière équipe progressivement ses bâtiments de stations *Starlink* adaptées non seulement à ses besoins opérationnels mais aussi au confort de ses marins⁴⁰. Ce programme officiel n'a pas empêché, en 2023, l'installation illicite d'une station *Starlink* sur l'USS *Manchester*⁴¹, station qui a été découverte sur ce bâtiment furtif au bout de six mois ; l'installation était condamnable à plusieurs titres puisqu'en plus d'avoir été installée sans autorisation et de constituer un problème de sécurité majeur, elle ne bénéficiait qu'à une partie privilégiée de l'équipage. Tout ceci suggère que le programme *Starshield* offre toute garantie de sécurité et de confidentialité, ce dont les Ukrainiens, dont l'intention prioritaire n'est pas de regarder *Netflix*, sont loin de bénéficier.

Voilà qui ne devrait pas manquer d'intéresser les militaires russes, qui pourraient tenter de se procurer au marché noir ces nouvelles stations pour en équiper leurs drones, sauf s'ils ont réussi à améliorer par eux-mêmes celles qu'ils possèdent déjà, selon les FAU⁴².

Et si cela s'avérait vrai, ce serait plus que problématique pour les FAU car elles auraient perdu l'avantage qu'elles avaient sur la Russie en ce domaine.

³⁹ <https://sciencepost.fr/starlink-spacex/>

⁴⁰ <https://driveteslacanada.ca/news/us-navy-transforms-fleet-communication-with-spacexs-starlink/>

⁴¹ https://next.ink/brief_article/des-grades-de-lus-navy-ont-illegalement-ajoute-une-antenne-starlink-a-leur-navire/

⁴² <https://edition.cnn.com/2024/02/11/europe/ukraine-russia-starlink-internet-intl/index.html>

Dans une telle situation, **il conviendrait sans doute de compléter la citation de Clémenceau « *La guerre est une chose trop sérieuse pour la confier à des militaires* » par « *ainsi qu'aux multimilliardaires excentriques* ».**

2. Les drones filaires

Major Vincent AILLAUD

Dans le conflit en Ukraine, la première utilisation de drone filaire par les FAFR est observée début 2024⁴³ même si elle reste ensuite limitée. Une augmentation progressive de sa présence dans les combats est constatée et, début 2025, un emploi croissant par les FAU est aussi attesté. Le drone filaire permet de contrer efficacement les menaces liées à la guerre électronique et, sans être un « *game changer* », cette technologie doit davantage être considérée comme un segment alternatif et complémentaire dans l'emploi du drone.

a) Etat des lieux

L'emploi de technologie filaire n'est pas nouveau et, concernant les drones, il découle naturellement des dispositifs utilisés sur les missiles, comme pour les missiles antichars US *TOW* dès les années 1970 ou des missiles FRA *MILAN* puis *ERYX*. En 2022, SEDI-ATI, un fabricant français, avait présenté des bobines de fibre optique pour des drones pour le modèle *MAVIC AIR* de DJI. Israël utilise aussi le contrôle par fibre optique dans certaines versions d'armes antichar comme pour son système « *SPIKE* ».

Il s'agit de distinguer deux type de système filaire pour les drones : d'une part, les systèmes d'alimentation permettent une très grande autonomie et induisent essentiellement un emploi stationnaire ou vertical du drone ; d'autre part, les systèmes par fibre optique assurent la transmission de données pour toutes les missions « horizontales » du drone. Ces deux systèmes peuvent dans certains cas être couplés, en particulier pour les drones sous-marins.

Les drones filaires, dont les modèles peuvent varier du nano-drone au drone tactique, assurent la quasi-totalité des missions dévolues aux drones sans fil. Eu égard à leurs systèmes d'alimentation, leur emploi principal reste la surveillance en continu d'une zone sans nécessité de recharge. Pour les systèmes par fibre optique, tout le panel des missions de reconnaissances, d'infiltration ou de destruction de cible, jusqu'à une vingtaine de kilomètres à ce stade, est permis.

b) Intérêt du drone filaire

Si les systèmes filaires d'alimentation confèrent aux drones une très grande autonomie, c'est surtout les avancées permises par les systèmes à fibre optique qui offrent un avantage sur le champ de bataille. En premier lieu, les capacités techniques de transmission de donnée permettent de transmettre des images en haute résolution, augmentant d'autant la précision d'une frappe, par exemple, et rendant aussi possible un traitement massif des données. Par ailleurs, l'impossibilité de brouillage électronique de la liaison induite par le filaire fait indéniablement la force de ce système. Les détecteurs de drones basés sur l'analyse des ondes électromagnétiques sont inopérants sur ce type de drones, les rendant très difficilement interceptables.

⁴³ <https://www.twz.com/air/russia-now-looks-to-be-using-wire-guided-kamikaze-drones-in-ukraine>

Les drones à fibre optique présentent toutefois certaines limites. Leur vitesse et leur maniabilité sont réduites par le poids de la bobine de câble. La longueur du câble, comprise au maximum entre 20 et 30 km, représente aussi une limite physique par rapport aux drones sans fil. Le risque d'enchevêtrement des câbles et l'impossibilité de réutiliser la fibre une fois déployée viennent aussi contraindre l'emploi des drones filaires. Enfin, leur détection par un laser infrarouge couplé à une caméra infrarouge reste possible en raison des caractéristiques réfléchies de la fibre optique.

Au-delà de capacités de surveillance optimisées, l'intérêt tactique des drones filaires réside dans leur complémentarité avec les moyens traditionnels pour contrer les mesures de guerre électronique en venant, par exemple, détruire les stations de brouillage avant une attaque. Une forme de dissuasion s'exerce aussi contre un ennemi se sachant vulnérable malgré ses moyens de brouillage.

c) Perspectives

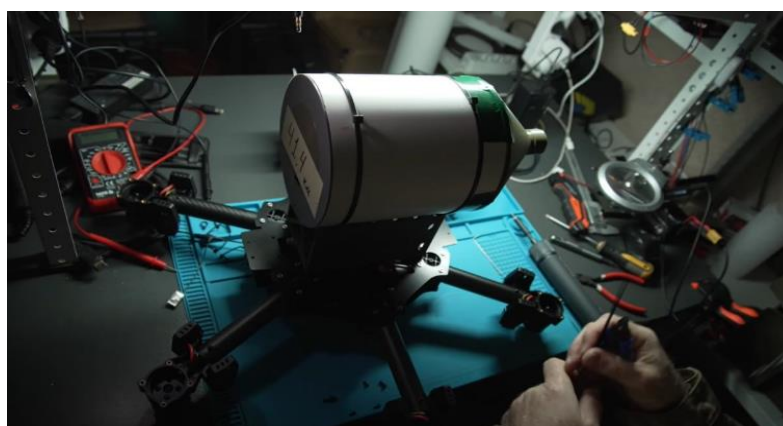
A l'instar des projets de drones filaires en essai qui commencent à émerger⁴⁴, l'ensemble des innovations afférentes au domaine drone peuvent être envisagées pour les drones filaires.

Le développement de kits de conversion adaptables sur un drone sans fil apparaît aujourd'hui comme une possibilité intéressante pour offrir au drone une réversibilité utile en fonction des conditions d'affrontement⁴⁵.

Pour conclure, une généralisation des drones filaires en remplacement des drones sans fil semble totalement exclue à ce stade. Les innovations actuelles avec les sujets de navigation sans GPS ou de mesures de détection basées sur l'IA viennent renforcer cette idée et le drone filaire devrait rester cantonné à un usage complémentaire sur un segment d'opportunité circonstanciel.

Exemples de drones filaires

PAYS	TYPE	PORTEE	CHARGE UTILE
Ukraine	Drone kamikaze Khyzak REBOFF	10 km	2 kg
Ukraine	Drone E-Banshee	10 km	
Ukraine	Drone HCX (Argus 30)	20 km	4 kg
Ukraine	Drone kamikaze Black Widow Web 10	5 km	2 kg
Russie	Drone Knyaz Vandal de Novgorod (KVN)	20 km	3.5 kg
Russie	Drone Piranha-5	3 km	1 kg
Russie	Izdeliye 55 (Article 55)	50 km	5 kg



Nouveau drone filaire ukrainien de 41 km de portée.

https://en.defence-ua.com/industries/ukrainians_made_an_fpv_with_fiber_optic_cord_stretching_for_41_km-13327.html

⁴⁴ <https://www.simicro.mg/actualites/new-tect/russie-innovations-dans-les-drones-en-essaim/>

⁴⁵ <https://www.helicomicro.com/2025/01/28/axisflying-kit-extender-tech/>



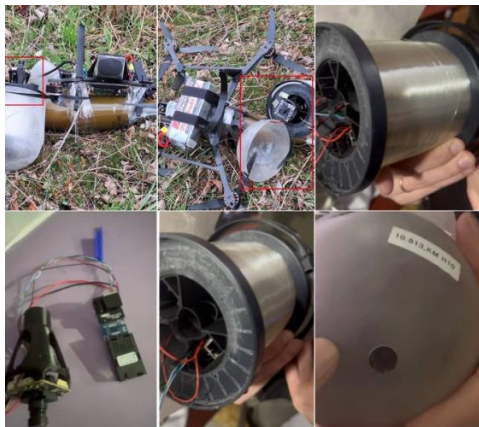
Drone NX70 de l'armée française disposant d'une capacité filaire d'alimentation

<https://novadem.online/wp-content/uploads/2019/06/Brochure-NX70-D%C3%A9fense.pdf>



Drone tactique français Chimera filoguidé avec une capacité d'emport de 45 kg

<https://air-cosmos.com/article/chimera-le-drone-francais-plebiscite-par-l-ukraine-mais-bloque-par-la-france-69079>



Utilisation de drones filaires en Ukraine

<https://x.com/HartreeFock>



Drone filaire Kronos de la société française Elistair

<https://elistair.com/fr/solutions/tethered-dronebox-kronos/>

3. Nécessité ou improvisation : les véhicules civils dans la guerre en Ukraine

M. Malo LE BIHEN

a) Contexte

La guerre en Ukraine fait rage depuis près de trois ans et la Russie a, depuis le début du conflit, largement maintenu une posture offensive, menant des assauts quotidiens. Cette dynamique n'a été temporairement freinée que par les contre-offensives ukrainiennes successives : à Kherson et Kharkiv en 2022, à Zaporijia en 2023 et, plus récemment, à Kursk en 2024.

Le front, en particulier dans le Donbass où les assauts russes sont les plus nombreux, est marqué par une densité extrême de fortifications et de champs de mines, ainsi que par un usage massif des drones. Ces conditions rendent toute avancée particulièrement périlleuse et extrêmement coûteuse en vies humaines comme en matériel. Or, contrairement aux clichés hérités de la guerre froide, la Russie ne dispose pas d'un stock illimité de chars et de véhicules blindés.

Bien que leur nombre soit limité, il est néanmoins estimable grâce à l'analyse de sources ouvertes. Des projets comme la chaîne YouTube "**Cover Cabal**" permettent d'évaluer non seulement le stock restant de véhicules russes, mais aussi leur état. Ces analyses doivent être mises en parallèle avec le suivi des pertes documentées. Des initiatives comme "**Oryx**" ou "**Warspotting**" recensent de manière détaillée les pertes vérifiées en matériel russe, ce qui permet de croiser les données et d'établir des projections sur la durée pendant laquelle la Russie peut encore maintenir son rythme d'attaque.



Plusieurs captures d'écran montrent des véhicules civils utilisés sur le front et lors d'assauts. (@Warspotting)

b) Faits

Dans ce contexte de raréfaction progressive des véhicules blindés, certaines unités russes se retrouvent sous-équipées tout en continuant à recevoir des ordres d'assaut. D'abord rares, des vidéos et des photos ont commencé à émerger, montrant l'utilisation de véhicules civils non blindés, comme des *Lada* ou des *UAZ-452*, engagés aux côtés de véhicules blindés lors d'attaques.

Ce phénomène, initialement perçu comme une anomalie locale, s'est progressivement amplifié. Le nombre de vidéos montrant de telles pratiques a augmenté, certaines capturant même des assauts menés exclusivement avec des véhicules civils non blindés. Cette évolution semble souligner non seulement certaines difficultés logistiques croissantes de l'armée russe, mais aussi la nécessité, pour certaines unités, d'improviser face au manque de matériel adéquat et à l'impératif offensif.

c) Analyse

L'utilisation de véhicules civils non blindés par la Russie afin de conduire des assauts semble témoigner d'un problème logistique certain. Alors que le nombre de véhicules blindés disponibles diminue, la logistique russe peine à répartir efficacement le matériel encore en stock. Toutefois, ces vidéos ne doivent pas être interprétées comme une preuve que la Russie est d'ores et déjà à court de véhicules blindés. En effet, d'autres images montrent la persistance d'assauts mécanisés et toutes les estimations, même les plus pessimistes, indiquent qu'au rythme actuel des pertes, la Russie disposerait encore d'environ un an de réserves.

Par ailleurs, depuis près d'un an, l'armée russe a largement recours aux motos tout-terrain et autres *ATV Desertcross 1000* dans ses assauts, privilégiant la vitesse et la mobilité plutôt que le blindage, dans un environnement de plus en plus dominé par les drones. Le commandement russe ne dissimule d'ailleurs pas le recours à des solutions artisanales pour la fabrication de véhicules d'assaut. Ainsi, le ministère de la Défense n'hésite pas à partager une vidéo mettant en avant un atelier sur le front où des camions et autres *buggies* se voient ajouter des plaques de blindage afin d'être convertis en véhicules d'assaut.

Cependant, dans le cas de figure présent, il ne s'agit ni de véhicules agiles comme des motos ou des *buggies*, ni de véhicules modifiés auxquels on aurait ajouté du blindage, mais simplement de véhicules civils en l'état. L'usage croissant de tels véhicules non blindés semble ainsi signaler qu'il ne s'agit pas ici d'un choix tactique délibéré, mais plutôt d'une adaptation subie face à d'importants manques de matériel.

d) Conclusion

L'émergence et la multiplication de ces vidéos peuvent s'expliquer par plusieurs problèmes auxquels fait face l'armée russe. Tout d'abord, la logistique demeure une faiblesse structurelle bien connue de l'armée russe, et l'importante réduction des stocks de véhicules blindés ne fait qu'aggraver cette contrainte. Ensuite, une mauvaise communication entre les différents échelons de commandement complique la gestion des pertes et des ressources : certains commandants russes, réticents à admettre l'ampleur de leurs pertes en véhicules, transmettent des rapports inexacts à leurs supérieurs. Par conséquent, ces unités ne reçoivent que peu de remplacements mais continuent à recevoir des ordres d'assaut, les forçant à improviser. Enfin, l'impératif offensif guidant les opérations russes dans le Donbass force les unités de première ligne à trouver des solutions, même extrêmes, afin de maintenir le rythme des assauts.

Ainsi, l'utilisation de véhicules civils sur le champ de bataille peut être interprétée comme une adaptation tactique à l'échelle sub-brigade, dans un contexte de raréfaction des ressources et de pression hiérarchique accrue. Ce phénomène met en évidence le dilemme entre les limitations logistiques et les décisions opérationnelles auxquelles l'armée russe est confrontée.

4. Les conséquences juridiques de la participation de la Corée du Nord au conflit russo-ukrainien

M. William WARLET

A la fin du mois d'octobre 2024, le Secrétaire d'Etat américain à la défense confirmait que la Corée du Nord (RPDC) s'apprêtait à envoyer plusieurs milliers de soldats de l'Armée populaire de Corée (APC) en Russie. Selon le renseignement sud-coréen, 3000 soldats de l'APC étaient déjà sur place⁴⁶, estimation revue à 10 000 par le Pentagone⁴⁷. Déployés dans la zone de Koursk, plusieurs milliers d'entre eux seraient déjà tués ou blessés⁴⁸, obligeant la RPDC à dépêcher de nouvelles troupes. En parallèle, la RPDC a envoyé plus de 13 000 conteneurs d'armes vers la Russie depuis 2022⁴⁹. Cette assistance trouve pour base juridique un accord de partenariat stratégique signé en juin 2024⁵⁰ où la Russie et la RPDC s'engageaient notamment à se prêter mutuellement assistance en cas de guerre suite à une invasion.

a) Une participation au conflit contraire aux obligations imposées par la Charte des Nations Unies

La participation à une violation grave du principe de non recours à la force

L'article 2§4 de la Charte des Nations Unies énonce que les Etats membres « s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force [...] contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État ». En procédant à une intervention armée sur le territoire ukrainien, suivi d'une occupation et d'une annexion d'une partie des territoires conquis, la Russie a sans conteste porté atteinte à ce principe. Le degré de recours à la force étant d'une gravité telle qu'il peut même être qualifié d'agression⁵¹, justifiant ainsi le droit de légitime défense de l'Ukraine. En conséquence, l'envoi de troupes de l'APC aux côtés des forces armées russes participe à cette agression armée. Le fait que les troupes nord-coréennes soient déployées dans la région de Koursk aux côtés des forces russes est par ailleurs de nature à porter atteinte au droit de légitime défense de l'Ukraine car elles contribuent à brider les manœuvres militaires ukrainiennes visant à mettre fin à l'agression russe.

La violation de plusieurs résolutions du Conseil de sécurité

Le chapitre VII de la Charte des NU prévoit la possibilité pour le Conseil de sécurité (CS) d'adopter des résolutions contraignantes pour les Etats en cas de « menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression ». En réponse aux essais nucléaires et balistiques de la RPDC, plusieurs résolutions ont ainsi été adoptées à son encontre depuis 2006. La résolution 1718 interdit le transfert vers ou depuis la RPDC de véhicules militaires et armements lourds⁵², la résolution 2270 rappelle cette obligation et l'étend aux armes légères et de petit calibre⁵³. Par conséquent, les transferts d'armements effectués depuis la RPDC vers la Russie en vue ou non d'être utilisés sur le théâtre ukrainien sont contraires aux résolutions du CS, dont par ailleurs – comble du paradoxe de la situation – la Russie est un membre permanent.

⁴⁶ Valérie Niquet, *L'axe stratégique Russie - Corée du Nord : une évaluation*, 7 janvier 2025, FRS, p. 1.

⁴⁷ Charline Geay, « Mise en contexte de la question nord-coréenne dans le débat informationnel et médiatique », Brève des conflits n°17, décembre 2024, publication CEST/BOC sur le site du CCF, Ministère des armées, p. 24.

⁴⁸ Le Monde, *Guerre en Ukraine : incertitude sur le sort des soldats nord-coréens déployés à Koursk*, 1^{er} février 2025.

⁴⁹ *op. cit.* note 1, p. 26.

⁵⁰ *Comprehensive Strategic Partnership Treaty Between Russia and the DPRK*, 19 juin 2024, disponible en ligne : <http://kcna.kp/en/article/q/6a4ae9a744af8ecd6a6678c5f1eda29c.kcmsf>

⁵¹ A/RES/ES-11/2, *Conséquences humanitaires de l'agression contre l'Ukraine*, 24 mars 2022.

⁵² S/RES/1718 (2006), 13 décembre, 2006, §8. a) ii).

⁵³ S/RES/2270 (2016), 2 mars 2016, §6.

La mise en œuvre illicite d'une clause d'assistance mutuelle

L'article 103 de la Charte des Nations Unies énonce qu'« en cas de conflit entre les obligations des Membres des Nations Unies en vertu de la présente Charte et leurs obligations en vertu de tout autre accord international, les premières prévaudront ». Le principe s'applique dès lors à l'accord de partenariat stratégique entre la Russie et la RPDC, dans la mesure où ils sont tous deux membres des NU. La mise en œuvre de la clause d'assistance mutuelle prévue au sein de ce traité reviendrait à justifier l'envoi de troupes et de matériels militaires en Russie, ce qui porte atteinte à des obligations énoncées par la Charte ou le CS des NU. En conséquence, le traité ne peut servir de base juridique pour justifier la participation de la RPDC au conflit russo-ukrainien, la nature même des obligations qu'il prévoit l'écartant au profit des obligations prévues par la Charte des NU.

b) Une participation au conflit justifiant l'applicabilité du droit des conflits armés aux forces armées nord-coréennes

La qualification de partie à un conflit armé international

La Russie et la RPDC sont parties aux quatre Conventions de Genève de 1949 et au Protocole additionnel (I) de 1977 qui s'appliquent en cas de « conflit armé international », c'est-à-dire opposant deux ou plusieurs Etats. Ces derniers sont alors qualifiés de parties au conflit « même si l'état de guerre n'est pas reconnu par l'une d'elles »⁵⁴. Si la qualification de partie au conflit est sans équivoque pour la Russie et l'Ukraine, cela est plus délicat pour la RPDC. Une décision prise par un organe de l'Etat consistant en un engagement militaire direct dans des hostilités de manière collective est de nature à faire entrer cet Etat dans un conflit armé en tant que partie à celui-ci⁵⁵. Cependant, pour le cas de l'envoi de forces de l'APC sur le théâtre russo-ukrainien, il semble ici s'agir d'une mise à disposition en échange de rémunération⁵⁶, plutôt que d'une décision politique de se joindre au conflit. Ainsi la qualification de partie au conflit va essentiellement dépendre du degré de contrôle que la RPDC exerce sur ses troupes déployées aux côtés des forces russes. Si elle exerce un contrôle direct sur celles-ci, alors la RPDC participe directement aux hostilités et peut être qualifiée de partie au conflit. À l'inverse, si les forces armées nord-coréennes sont placées sous l'autorité et le contrôle de la Russie, alors la RPDC ne peut pas être considérée comme une partie au conflit.

Le régime juridique applicable aux forces armées nord-coréennes

Que la RPDC puisse ou non être qualifiée de partie au conflit, il n'en demeure pas moins que plusieurs de ses forces armées participent directement aux hostilités. En effet, à titre individuel ces membres de l'APC sont des personnes commettant des actes « de nature à causer des pertes en vies humaines, des blessures et des destructions à des personnes ou à des biens protégés » qui visent à atteindre un seuil de nuisance suffisant afin d'avantager une des parties au conflit⁵⁷, en l'occurrence la Russie. Comme vu précédemment, leur engagement collectif dans le conflit va dépendre du degré de contrôle que la RPDC exerce sur eux. Qu'ils agissent sous le contrôle direct de la RPDC ou de la Russie, ils bénéficient du statut de combattant et sont soumis aux obligations des quatre conventions de Genève de 1949 et du Protocole I de 1977. A ce titre, s'ils sont capturés par les forces ukrainiennes, ils doivent pouvoir bénéficier du statut de prisonnier de guerre.

⁵⁴ Article 2 commun aux quatre conventions de Genève du 12 août 1949.

⁵⁵ Julia Grignon, « La « cobelligérance » ou quand un État devient-il partie à un conflit armé ? », *Brève stratégique*, IRSEM, 6 mai 2022, n°39, p. 2.

⁵⁶ The National Interest, *Kim Jong-un's Risky Business in Russia*, 5 novembre 2024, disponible en ligne : <https://nationalinterest.org/feature/kims-costly-gamble-why-north-koreas-ukraine-deployment-could-backfire-213579>

⁵⁷ Voir en ce sens Nils Melzer, *Guide interprétatif sur la notion de participation directe aux hostilités en droit international humanitaire*, CICR, 2009, pp. 48-67.

5. Les routes du mercenariat colombien en Ukraine

Mr. Titouan MONEL

a) Contexte

La Légion Internationale, fruit d'une nécessité

S'engager au service d'une nation étrangère n'est pas nouveau. La France dispose de la Légion Etrangère, le Royaume-Uni d'une brigade essentiellement composée de Gurkhas, au même titre que l'Espagne a sa propre légion étrangère dont les critères de sélection sont géographiquement plus restrictifs. Néanmoins, ce fut une première pour l'Ukraine. Annoncée par Volodymyr Zelensky⁵⁸, la Légion Internationale (LI) est officialisée le 27 février 2022 par le ministre des Affaires étrangères Dmytro Kuleba. L'intérêt d'une telle entreprise est double. Premièrement, il s'agit de reconnaître l'ensemble des étrangers ayant combattu pour les Forces Armées Ukrainiennes (FAU) dans le Donbass et, ce dès avant le début des hostilités le 24 février 2022⁵⁹. Deuxièmement, les FAU font rapidement face au besoin de monter en puissance tout en disposant d'un réservoir de fantassins expérimentés.

Une Colombie insurrectionnelle

Malgré la ratification d'un accord de démilitarisation des *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (FARC) en tant que groupe armé le 1^{er} décembre 2016⁶⁰, la guerre contre le narcotrafic au Nord-Est du pays ne s'est jamais réellement arrêtée. Parallèlement, de récents combats entre l'Armée colombienne et l'*Ejército de Liberación Nacional* (ELN)⁶¹ ont causé la mort de 80 civils, tandis que plus de 50 000 autres se sont réfugiés, en partie au Venezuela⁶². Cette situation conflictuelle est l'une des variables expliquant la présence d'anciens militaires colombiens dans les rangs ukrainiens. Conjugée à la réduction du budget de l'*Ejército Nacional de Colombia*, l'incohérence du commandement⁶³ et l'absence de soutien de la part de l'Institution envers ses anciens combattants, les mercenaires colombiens sont davantage guidés par la solde promise en Ukraine⁶⁴ plutôt que par convictions politiques. Dante Hincapié, ancien marin colombien, affirme qu'il existe désormais un marché du mercenariat : « il en va de même que pour les joueurs de foot. De nombreuses compagnies chasseuses de têtes viennent en Colombie, regardent votre expérience et vous font une offre ».

b) Observations sur le terrain

Un engagement massif au profit des FAU

En 2024, les autorités européennes ont noté un regain de citoyens colombiens rejoignant le Vieux Continent et l'Ukraine⁶⁵. En l'espace d'un an, 20 000 d'entre eux sont arrivés sur le sol européen, près de 1500 en Ukraine, dont 1000

⁵⁸ *Appeal to foreign citizens to help Ukraine in fighting against Russia's aggression* — Official website of the President of Ukraine. <https://www.president.gov.ua/en/news/zvernennya-do-gromadyan-inozemnih-derzhav-yaki-pragnut-dopom-73213>

⁵⁹ Newman, D. (2014, 16 juillet). *Ukraine conflict : 'White power' warrior from Sweden*. BBC News. <https://www.bbc.com/news/world-europe-28329329>

⁶⁰ Washington Office on Latin America (WOLA). (2021, 29 novembre). *A Long Way to Go : Implementing Colombia's peace accord after five years* - WOLA. WOLA. <https://www.wola.org/analysis/a-long-way-to-go-implementing-colombias-peace-accord-after-five-years/>

⁶¹ Fort d'environ 6000 combattants, ce groupe paramilitaire est à dissocier des FARC.

⁶² Taylor, L. (2025, 13 février). 'All hell broke loose' : Colombia rethinks 'total peace' plan as violence grips north. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/global-development/2025/feb/12/colombia-gustavo-petro-total-peace-farc-eln-drug-trafficking-cartel-violence-venezuela>

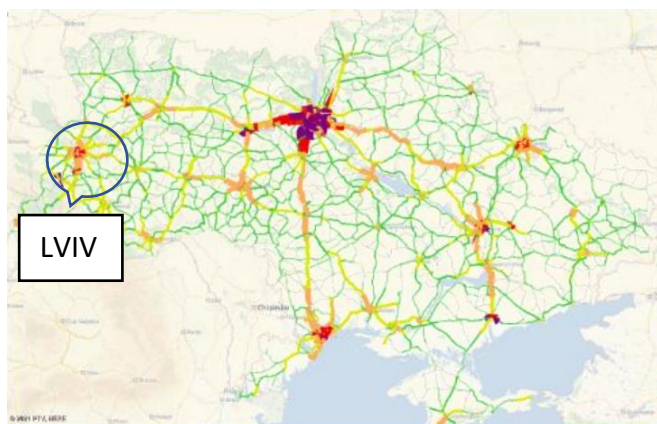
⁶³ Kaplan, L. (2022, août 1). *Dereliction of Duty : The Abandonment of the Defense Sector in Colombia and How to Fix It* War On The Rocks. <https://warontherocks.com/2022/08/dereliction-of-duty-the-abandonment-of-the-defense-sector-in-colombia-and-how-to-fix-it/>

⁶⁴ Kirichenko, D. (2024b, octobre 29). *Colombian soldiers trade jungle combat for Ukraine's tech-driven war*. Euromaidan Press. <https://euromaidanpress.com/2024/10/29/international-legion/>

⁶⁵ MacAlpine, A. (2025, 20 janvier). *Colombian Volunteers Fight Alongside Ukraine, Bringing South American Valor to Eastern European Resolve*. UNITED24 Media. <https://united24media.com/war-in-ukraine/colombian-volunteers-fight-with-ukraine-bringing-south-american-valor-to-eastern-european-resolve-5177>

ayant tenté leur chance par la frontière terrestre. Parallèlement, 297 ont fait l'objet d'une non-admission sur le territoire ukrainien, tandis que 126 ont effectué le trajet inverse⁶⁶. Cette surabondance latino-américaine dans les rangs des FAU est observable dans les unités présentes sur le front, tout autant que dans les récits de ceux les ayant côtoyés⁶⁷. Dans la mesure où les effectifs de la LI sont estimés à environ 20 000 combattants, de 52 nations différentes, la Colombie représente à elle-seule 7,5 % de la provenance des étrangers s'engageant au service des FAU. Outre la légion internationale, la 95^{ème} brigade d'assaut aérien, la 49^{ème} brigade d'infanterie ou encore le 98^{ème} bataillon de défense territoriale⁶⁸ auraient recours à des mercenaires colombiens dans leurs rangs.

Des profils expérimentés mais désemparés



Carte représentant l'importance de Lviv dans le réseau de transport ukrainien – Joint Assistance to Support Projects in European Regions (JASPERS)

Partant de Bogota puis effectuant une escale à Istanbul, les volontaires atterrissent en Pologne, véritable hub de la légion internationale. Une fois dans le pays, ils se présentent à la frontière avec l'Ukraine dans l'objectif de se rendre à Lviv, puis Ternopil⁶⁹, afin d'y être entraînés par les instructeurs ukrainiens. C'est à ce moment-là que certains réalisent que leurs fonctions et/ou missions précédentes ne seront quasiment d'aucune utilité sur le front de l'Est. En effet, mener une guerre contre-insurrectionnelle dans la forêt amazonienne est bien différent d'être engagé dans un conflit de haute intensité ayant lieu dans un environnement dépourvu

d'obstacles et dans lequel l'artillerie et les drones sont monnaie courante. Au-delà, les mercenaires colombiens se plaignent du comportement de leurs supérieurs. Certains rapportent qu'il leur est interdit de parler en espagnols aux locaux⁷⁰, tandis que de nombreuses vidéos retraçant des bagarres entre les mercenaires et leur hiérarchie émergent sur les réseaux sociaux.

Enfin, une investigation de France24⁷¹ publiée le 29 novembre 2024 met en lumière les pertes subies dans les rangs des volontaires étrangers, pointant du doigt les déboires du commandement ukrainien. A titre d'exemple, en mai de cette même année, une dizaine de combattants colombiens sont morts à Krasnohorivka, la hiérarchie leur ayant ordonné de défendre une position intenable dans la ville située à 30 kilomètres à l'ouest de Donetsk. De son côté, à l'occasion d'une visite officielle à Moscou le 13 novembre 2024, le diplomate colombien Luis Guillermo Murillo a reconnu que 300 de ses concitoyens étaient morts en Ukraine⁷².

⁶⁶ Source externe au MINARM

⁶⁷ Kirichenko, D. (2024, 9 octobre). 'Libertad o Muerte' – Liberty or Death for Ukraine's Colombian Volunteers. CEPA. <https://cepa.org/article/libertad-o-muerte-liberty-or-death-for-ukraines-colombian-volunteers/>

⁶⁸ Kirichenko, D. (2025, 3 février). Colombian soldiers depart Ukraine. Kyiv Post. <https://www.kyivpost.com/post/46483>

⁶⁹ Kurmanaev, K. (2023, 2 novembre). Mercenaries or Volunteers ? Economic Pain Pushes Colombian Veterans to Ukraine. The New York Times. <https://www.nytimes.com/2023/11/02/world/americas/colombia-soldiers-ukraine-war.html>

⁷⁰ Stacey, D., & Stacey, D. (2024, 23 décembre). Colombia, the world's largest exporter of mercenaries : 'We're like soccer players. Headhunters look at your work and make you an offer'. EL PAÍS English. <https://english.elpais.com/international/2024-12-23/colombia-the-worlds-largest-exporter-of-mercenaries-were-like-soccer-players-headhunters-look-at-your-work-and-make-you-an-offer.html>

⁷¹ Lauvergner, C. (2024, 29 novembre). The Observers - Ukraine : Latin-Americans on the front lines. The Observers - France 24. <https://observers.france24.com/en/tv-shows/the-observers/20241129-visual-investigation-ukraine-latin-americans-on-the-front-lines>

⁷² Staff, C. P. (2024, 19 novembre). Over 300 Colombian mercenaries killed in Ukraine as war reaches 1,000 Days. The City Paper Bogotá. <https://thecitypaperbogota.com/news/over-300-colombian-mercenaries-killed-in-ukraine-as-war-reaches-1000-days/>

ZONE AFRIQUE – RWANDA/RDC/NORD-KIVU

1. Face au M23, la tentation du recours aux groupes privés

Mlle. Charline GEAY

a) Contexte

Le 29 janvier 2025, après plusieurs jours de combats sur la route de Sake, Goma et son aéroport tombent aux mains du M23⁷³. Tandis que des milliers de soldats des FARDC⁷⁴ fuient vers Bukavu par bateau, des images d'hommes au profil Est-européen circulent en ligne. La mine grave, ils quittent Gisenyi pour Kigali. Environ 288 avancent en grappes, soulagés de fuir une capitale régionale en crise humanitaire. Confrontée à 500 000 déplacés⁷⁵, la stratégie de Kinshasa échoue. Malgré ses 166 500 soldats, la RDC comptait sur l'aide de la SADC⁷⁶ (Tanzanie, Malawi, Afrique du Sud) et sur la reconduction du mandat de la MONUSCO⁷⁷ le 21 décembre 2024. L'envoi de 15 000 casques bleus en Ituri et un accord bilatéral avec le Burundi en 2023 devaient offrir un bouclier à l'armée et aux milices *Wazalendo*⁷⁸.

Mais ces groupes supplétifs, soutenus par Tshisekedi⁷⁹ depuis 2022, se révèlent inefficaces : violences contre les civils, indiscipline, équipement disparate. Kinshasa, inquiet du comportement de ces milices souvent issues du grand banditisme, voit aussi ses alliés étrangers accusés de financer le conflit en alimentant le trafic des terres rares (cobalt, lithium, coltan, cassitérite). Dans ce chaos, la RDC se tourne vers des groupes paramilitaires européens fin 2022. Pourtant, les récents événements révèlent un manque criant d'anticipation : début 2025, certains mercenaires blancs choisissent de se rendre à l'ennemi. Qui sont-ils et quelles sont leurs véritables motivations ?

b) Mise en perspective - Montée en puissance du M23 et aide Rwandaise

Si les tentatives d'aide ont échoué, c'est en partie en raison des spécificités du terrain et de la difficulté d'une opposition armée à des groupes aux méthodes peu orthodoxes. Le M23 n'est pas une simple guérilla, il dispose de moyens humains et matériels conséquents, notamment grâce au soutien des Forces de défense rwandaises (FDR), qui lui fournissent quelque 4 000 combattants supplémentaires. L'Ouganda n'est pas en reste, et de nombreuses observations de l'ONU attestent de son assistance logistique depuis Bunagana, appuyant ainsi les rebelles et leur branche politique présumée, l'Alliance du Fleuve Congo (AFC).

Dès mars 2023, un camp mixte abandonné à Mushaki, au nord de Sake, révélait la présence de fusils d'assaut Galil israéliens et d'AK-103, preuve évidente d'un soutien étranger. D'autres indices visuels viennent confirmer cette thèse, notamment lors d'affrontements et de bombardements dans le parc des Virunga, puis en territoire Nyiragongo, à seulement 20 km au nord de Goma. Des casques en kevlar, des gilets pare-balles récents et des cartouches de mitrailleuses lourdes Utyos attestent du renforcement militaire des rebelles. À demi-mot, Paul Kagame⁸⁰ ne peut plus

⁷³ Le Mouvement du 23 mars est un groupe armé rebelle actif dans l'est de la République démocratique du Congo depuis 2012. Composé principalement de Tutsis, il tire son nom de l'accord de paix du 23 mars 2009 entre le gouvernement congolais et le Congrès national pour la défense du peuple. Le M23 accuse Kinshasa de ne pas avoir respecté cet accord.

⁷⁴ Forces armées de la République démocratique du Congo.

⁷⁵ Pauline Bax, Judd Devermont, « Risque de conflit régional suite à la chute de Goma et à l'offensive du M23 en RDC, » *Africa Center for Strategic Studies*, 10 novembre 2022, <https://africacenter.org/fr/spotlight/risque-de-conflit-regional-suite-a-la-chute-de-goma-et-a-loffensive-du-m23-en-rdc/>

⁷⁶ La Communauté de développement de l'Afrique australe / Southern African Development Community (compte 16 pays).

⁷⁷ Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo est une mission de maintien de la paix créée en 2010, succédant à la MONUC.

⁷⁸ Les *Wazalendo* (« patriotes » en swahili) sont des groupes d'autodéfense composés de jeunes volontaires congolais, formés spontanément depuis 2022 pour combattre le M23 et ses alliés dans l'est de la RDC.

⁷⁹ Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo est le président actuel de la République démocratique du Congo, en fonction depuis le 25 janvier 2019.

⁸⁰ Paul Kagame est le président du Rwanda depuis le 24 mars 2000.

entretenir l'ambiguïté sur la présence de soldats opérant aux côtés de l'ex-rébellion tutsie au Nord-Kivu : ce conflit est désormais une guerre ouverte, et non plus une simple guerre par procuration⁸¹.

c) Les « Instructeurs » venus d'Europe

Arrivés en RDC fin 2022, suivant en urgence une requête de la présidence congolaise pour former les troupes au combat, les quelques 900 hommes d'Horatiu Potra ont dû improviser. Près de 50 hommes sont ainsi importés par semaine depuis Bucarest, puis dispersés dans trois hôtels de Goma. Grassement payés, à hauteur de 5 000 \$ par mois, ils sont pour la plupart d'anciens membres de l'*Association des Roumains de la Légion étrangère (RALF)*, aussi appelés « Roméos » par les locaux. Disposant d'un QG à la base *Hôtel Ibiza* en plein centre-ville, leur chef est un Franco-Roumain dont les affaires dépendent exclusivement d'une société de droit bulgare, plus précisément sa filiale *Agemira RDC*. À sa tête, Olivier Bazin, courtier en affaires et baroudeur français du continent africain, s'affaire à l'entretien des avions Sukhoi Su-25 et des hélicoptères d'attaque Mi-24 stationnés à l'aéroport pour les missions de reconnaissance. Un de ses sous-traitants a envoyé une trentaine de soldats d'élite pour un repérage dans la zone des Grands Lacs⁸².

d) *Modus operandi* réel

Très vite, ces vétérans opèrent entre l'enceinte militaire de Sake et les planques de Goma. La société Agemira RDC a signé un contrat de formation avec les unités spécialisées des FARDC, notamment dans le camp d'entraînement de Mubambiro. Le contrat prévoyait aussi la remise en état des aéroports de Bukavu, Kavumu et Béni, ainsi qu'un rôle de conseil auprès de l'état-major congolais pour la défense des sites stratégiques et l'entretien des aéronefs. D'abord annoncées comme simples renforts pour pallier le manque d'entraînement et moderniser les capacités en renseignement, logistique et dronisation, ces unités sont devenues une véritable force opérationnelle, engagée sur le terrain lors des assauts. Parallèlement, des policiers roumains forment la Garde Républicaine congolaise à Bukavu à l'usage d'armes lourdes soviétiques : RPG-7 et SPG-9⁸³. Leur formation inclut du combat en milieu urbain et de l'aguerrissement en forêt avec fusils de précision, AK-47 et grenades.

En janvier 2023, le territoire du Masisi est submergé par les attaques du M23. En février, la violence atteint son pic avec près d'une centaine d'escarmouches au Nord-Kivu, auxquelles Olivier Bazin et Horatiu Potra participent avec leurs hommes⁸⁴. Les effectifs se déplacent en pick-ups Toyota, par petites unités mixtes avec les *mai-mai*⁸⁵. Leur théâtre d'opération s'étend du Masisi à l'Est de Sake, jusqu'au Rutshuru, au Nord de Goma. Bunagana devient un fief rebelle, sur l'axe clé RN2. La zone boisée des montagnes du Virunga sert de terrain d'opposition, notamment autour du poste Junion7, près du Nyiragongo, où des tranchées ennemies sont creusées à 10 km des guérites des FARDC. Les combats sont rarement au corps à corps, se limitant souvent à des repérages de snipers via des drones à caméras thermiques. Des bombes de 500 kg sont parfois larguées par les Sukhoi Su-25. Des drones chinois CH-4 sont également utilisés pour le renseignement et l'attaque, comme le modèle armé intercepté entre le 6 et le 7 février 2024 par un missile sol-air lancé depuis un véhicule blindé de transport, modèle WZ551 chinois, des FDR.

⁸¹Clément Molin, « La résurgence du M23 depuis 2021 : le retour de la guerre Rwanda-RDC », *Atum Mundi*, 13 Janvier 2025, <https://atummundi.fr/clement-molin/la-resurgence-du-m23-depuis-2021-le-retour-de-la-guerre-rwanda-rdc/>.

⁸²Joan Tilouine, Olivier Liffan, « De mystérieux instructeurs au secours de l'État congolais », *Revue XXI*, <https://revue21.fr/article/de-mysterieux-instructeurs-au-secours-de-letat-congolais/>

⁸³Samson Kasujja, "DRC crisis: M23-FARDC war a business opportunity for Tshisekedi," *The Great Lakes Eye*, 17 août 2023, https://thegreatlakeseye.com/post?s=DRC--crisis%3A--M23-FARDC-war--a--business-opportunity--for--Tshisekedi_1112

⁸⁴ ACLED. « Actor Profile: M23 (DRC). » 23 mars 2023. <https://acleddata.com/2023/03/23/actor-profile-m23-drc/>

⁸⁵ Les Mai-Mai désignent divers groupes armés locaux actifs dans l'est de la RDC depuis les années 1960. Initialement formés pour combattre les influences étrangères, ils se sont progressivement transformés en milices tribales, souvent impliquées dans le contrôle des zones minières.

e) Ambiguïté politique et intérêts de puissance

Les véritables inclinations de ces acteurs « privés » au passif douteux posent question. Horatiu Potra, pour commencer, entretient un rapport ambigu avec l'Afrique. Il s'est plusieurs fois illustré dans des affaires d'ingérence au profit de la Chine, dont les plus grandes concessions de cobalt se trouvent en RDC. Affilié au géant chinois *Shandong Steel*⁸⁶, il protégeait ses mines en Sierra Leone de 2015 à 2018, tout en percevant d'importants financements via une société offshore à Malte⁸⁷. Il apparaît ainsi comme un Prigogine roumain, agissant surtout pour son propre compte, la RDC restant l'un des pays africains aux plus riches ressources minières. Pour sa part, Olivier Bazin, fort de son statut de conseiller, a facilité l'achat de drones chinois alors que le président congolais privilégiait initialement des acquisitions turques, ce qui pourrait là aussi sous-tendre des intérêts personnels vis-à-vis des Chinois.

f) Et après ?

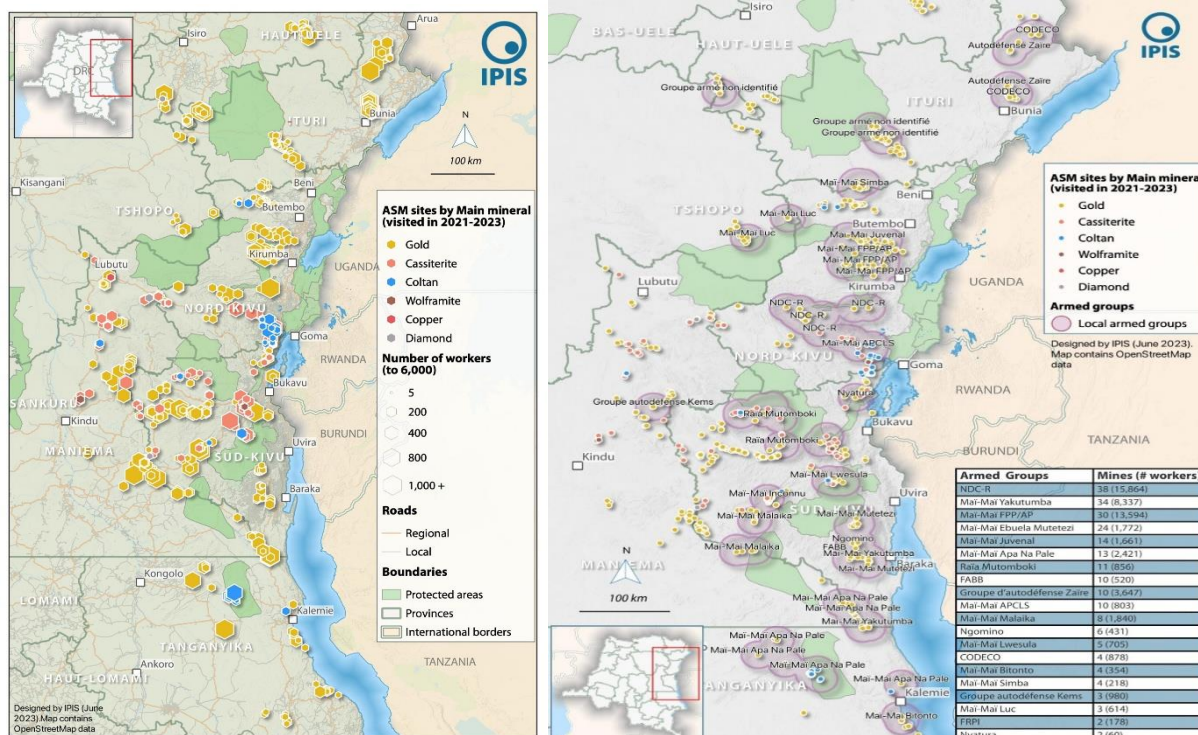
Dans cette guerre, le calcul du gouvernement congolais n'a pas été fructueux. La présence des mercenaires a accentué les scissions profondes du pays, entre anciens génocidaires réhabilités par la présidence et tensions politiques sur fond de corruption. L'absence de plan pour l'après, la chute de villes motrices pour l'économie et les frustrations pécuniaires des groupes armés font de la privatisation une solution court-termiste. Alors que d'autres entités paramilitaires, comme *Blackwater*⁸⁸, avaient tenté de déployer près de 2 500 mercenaires latino-américains au nord-Kivu, notamment en juillet 2023⁸⁹, le pillage des ressources naturelles par des contracteurs privés au profit d'intérêts étrangers (Chine, EAU) semble de plus en plus fréquent. L'opacité de cette présence souligne d'autant plus la lenteur de la communauté internationale à condamner à l'unanimité la prise de Goma (21 février 2025), trois semaines après les faits. **En attendant, les lendemains de la récente prise de Bukavu n'annoncent rien de bon pour la société civile congolaise. Tandis que 300 mercenaires se sont envolés pour l'Europe, les effectifs restants semblent s'évaporer dans la nature.**

⁸⁶ Shandong Iron & Steel Group est un géant sidérurgique chinois. En 2015, il a acquis 100% de la mine de fer de Tonkolili en Sierra Leone pour environ 1,67 milliard de dollars, devenant propriétaire de la deuxième plus grande mine de fer active en Afrique.

⁸⁷ Corina Chiriac, « Banii pe care i-a primit Horatiu Potra de la chinezi a protejat interesele economice ale Partidului Comunist Chinez, » *Capital*, 6 Février 2025. <https://www.capital.ro/banii-pe-care-i-a-primit-horatiu-potra-de-la-chinezi-a-protejat-interesele-economice-ale-partidului-comunist-chinez.html>

⁸⁸ Blackwater, fondée en 1997 par Erik Prince, était une société militaire privée américaine, à présent rebaptisée Academi depuis 2011.

⁸⁹ Michael E. Picard, "An American Mercenary Resurfaces in the Democratic Republic of the Congo," *Inkstick Media*, 29 février 2024, <https://inkstickmedia.com/an-american-mercenary-resurfaces-in-the-democratic-republic-of-the-congo/>



⁹⁰ Jan Leysen, Ken Matthysen, Ntakobajira Zacharie Bulakali et Thomas Muller, "Analysis of the Interactive Map of Artisanal Mining Areas in Eastern Democratic Republic of Congo (2023 Update)," *IPIS*, 22 décembre 2023, <https://ipisresearch.be/publication/analysis-of-the-interactive-map-of-artisanal-mining-areas-in-eastern-democratic-republic-of-congo-2023-update/>

PRESENTATION D'UNE ŒUVRE

1. Réagir à la stratégie russe du contournement de la lutte armée

Mlle. Alice MARROC-LATOUR

Réaction aux hypothèses développées par Dimitri Minic⁹¹ dans sa thèse : « *Contourner la lutte armée : la pensée stratégique russe face à l'évolution de la guerre (1939-2016)* ».

La stratégie russe du contournement de la lutte armée, telle que présentée par Dimitri Minic, décrit les moyens mis en œuvre pour atteindre des buts politiques dans une société visée, sans nécessairement recourir à l'affrontement conventionnel. **Les pays occidentaux, la France notamment, sont tout particulièrement concernés par cette stratégie « hybride » et la comprendre est essentiel pour réagir et se défendre au mieux.**

Pour commencer, le contournement de la lutte armée est, avant tout, pensé comme une opération en profondeur. Le but est de pénétrer la société visée, de « pousser » le plus fort possible, de sonder en utilisant la totalité des moyens à disposition. Ainsi, le but en soi n'est pas le contournement ou l'introduction de telle ou telle opinion dans la société adverse, mais bien la percée effective : si c'est la lutte armée qui est nécessaire pour atteindre ce but, elle sera mise en œuvre.

Cette percée se base notamment sur la confrontation informationnelle, dont le but est davantage de l'ordre de la décomposition psychologique de la population que de l'ascendant purement informationnel. Les textes russes qui théorisent le contournement par la guerre informationnelle se tournent, en effet, d'avantage vers l'aspect psychologique et cognitif, que narratif. Cela permet de comprendre que cette stratégie ne fait que préparer une société affaiblie mais pas encore « acquise à la cause », que ces moyens de contournement comptent en réalité non pas sur la persuasion mais bien sur une forme de coercition. D'après les doctrines de 2000, l'acception retenue pour la confrontation psychologico-informationnelle est la suivante : pendant ou en prévision d'une lutte armée, préparant ainsi la population adverse à n'être capable d'opposer que peu de résistance.

De plus, sans nécessairement revenir sur les divers narratifs qui composent la stratégie psychologico-informationnelle de contournement, il est essentiel d'en comprendre les fondements pour y réagir de façon efficace.

Cette guerre psychologico-informationnelle est profondément ancrée dans ce que Dimitri Minic nomme l'« atmosphère de conspiration », qu'il voit comme une composante essentielle de la prise de décision des autorités politiques et militaires russes. Ce constat devrait éclairer les moyens de défense cognitive : il est, en effet, dangereux d'interpréter le rôle du complot dans la stratégie hybride russe comme une simple différence culturelle, qui serait donc sans grande conséquence. Au contraire : les élites politico-militaires russes incarnent cette exagération des menaces, allant parfois jusqu'à la fabrication mentale et effective des ennemis dont les vellétés de puissance sur la Russie nécessitent une réponse.

Ainsi, la stratégie du contournement, que Guerasimov qualifie de « stratégie de défense active », est bien entendu liée à la politique de dissuasion stratégique russe, laquelle est particulièrement offensive et proactive. Comprendre le fonctionnement de cet « impérialisme défensif » permet aux pays visés d'ajuster leurs réactions : toute tentative de limiter l'agression et d'éviter « l'escalade » est vaine. En effet, la stratégie du contournement de la lutte armée, tout comme la dissuasion stratégique préemptive, est fondée sur l'affirmation qu'il y a nécessité à se défendre contre un

⁹¹ Chercheur au Centre Russie/Eurasie de l'IFRI.

adversaire qui attaque. Ce faisant, même si ces attaques ne sont pas « réelles », elles le deviendront dans le narratif russe.

La difficulté qu'introduisent ces particularités stratégiques russes est bien la quasi-nécessité pour l'adversaire de s'adapter et de teinter sa propre dissuasion psychologico-informationnelle d'une part de proactivité, voire d'offensive. La question de savoir s'il faut « faire pareil » ou réagir dans le stricte cadre moral et démocratique occidental cristallise le débat quant à la réaction adéquate face à la guerre cognitive conduite par la Russie. Cette dichotomie disparaît dès qu'on analyse la question d'un point de vue purement opérationnel : l'ennemi s'engage sur le champ de bataille (ici cognitif) d'une telle manière, il faut donc s'adapter pour combattre et rééquilibrer les forces (ce qui ne n'exclut pas le caractère légal des moyens employés).

Mais cette adaptation ne doit pas seulement être pensée à travers l'opérationnel : la perception de la menace doit également s'adapter. Et la menace « hybride » russe ne peut être comprise que si la violence qui l'accompagne est appréhendée par la société visée. La lutte armée n'est, en effet, plus le strict endroit du déploiement de cette violence et les moyens non-militaires sont tout aussi concernés.

Ainsi, la question culturelle de la perception de la violence est centrale, car il est mal aisé de réagir correctement à une menace mal-perçue et mal-comprise. La réception, tant conceptuelle qu'émotionnelle, de l'acte de violence doit être calquée non pas sur la culture stratégique française mais bien sur la manière dont elle est exprimée par l'agresseur : l'ennemi a des comportements agressifs mais l'approche française tend à empêcher la réplique immédiate au motif que ça n'entre pas dans le cadre juridique de situation de guerre, donc ce n'est pas perçu comme une attaque. Ainsi, le raisonnement doit se faire en fonction de la définition de la guerre qu'exprime et qu'incarne la menace ennemie.

Si l'invasion à grande échelle de l'Ukraine montre, d'une certaine façon, l'échec de la mise en œuvre de moyens non-militaires et militaires indirects pour obtenir les résultats politiques voulus, des améliorations et une augmentation de ces capacités de contournement sont encore à attendre de la part de la Russie. L'une des leçons de la guerre en Ukraine pourrait alors être, pour la France, la nécessité d'améliorer les moyens de résistance, d'offensive et de dissuasion en termes de guerre cognitive. Un possible cessez le feu ne serait donc pas la fin de l'histoire pour l'Europe mais une probable intensification de la menace dans sa forme hybride.

Internet

- ✕ @CombatsFuturs
- ▶ @CombatsFuturs
- in @Commandement du combat futur
- 🌐 www.terre.defense.gouv.fr/ccf

Intranet

- ▶ <https://deftube.intradef.gouv.fr/channels/#ccf>
- 🌐 <https://portail-federateurs.intradef.gouv.fr/ccf>

Comité de rédaction : CEST/BOC

Rédacteurs : COL @ B. de La RUELLE, COL H. LAMBARE, LCL J.L. INGELET, LCL @ J.C. PRAX, MJR V. AILLAUD, Mils C. GEAY & A. MARROC-LATOUR, MM T. MONEL, W. WARLET & M. LE BIHEN.



Commandement du combat futur
1, place Joffre – Case 53
75007 Paris SP 07